JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e | AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 93^e SÉANCE

1^{re} Séance du Vendredi 16 Décembre 1966.

SOMMAIRE

1. — Questions orales sans débat (p. 5645).

Règlementation de l'industrie du taxi (question de M. Fanton) : MM. Jeanneney, ministre des affaires sociales, suppléant M. le ministre de l'intérieur ; Fanton.

Retrait d'une question orale sans débat.

Licenciements de cadres (questions jointes de MM. Cassagne, Mer et Poirier) : MM. Jeanneney, ministre des affaires sociales ; Cassagne, Mer.

2. — Questions orales avec débat (p. 5652).

Reconversion professionnelle des travailleurs (question de M. Martin) : MM. Denis, suppléant M. Martin ; Jeanneney, ministre des affaires sociales ; Georges Germain. — Clôture.

Suppression des abattements de zones de salaires (questions jointes de MM. Roucaute, Tomasini, Mme Prin, MM. Doize, Cassagne, Jean Moulin et Gouton) : MM. Roucaute, Duvillard, suppléant M. Tomasini ; Mme Prin.

3. — Hommage de bienvenue à une délégation de parlementaires grecs (p. 5658).

M. le président.

4. — Questions orales avec débat (suite) (p. 5658).

Suppression des abattements de zones de salaires (questions jointes de MM. Roucaute, Tomasini, Mme Prin, MM. Doize, Cassagne, Jean Moulin et Gouton) (suite) : MM. Doize, Cassagne, Jean Moulin, Gouton, Jeanneney, ministre des affaires sociales ; Mme Aymé de la Chevrelière, MM. Séramy, de Sesmaisons. — Clôture.

5. — Ordre du jour (p. 5666).

PRESIDENCE DE M. MARCEL MASSOT
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions orales sans débat.

RÈGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DU TAXI

M. le président. M. Fanton rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'à la suite de multiples questions qu'il avait posées à

M. le ministre du travail, un décret avait transféré de ce dernier aux préfets le soin de prendre les mesures propres à assurer une réglementation aussi efficace qu'équitable de l'industrie du taxi. Il lui demande s'il est en mesure de lui faire savoir pourquoi, malgré l'ancienneté de cette décision, il semble qu'aucun texte d'origine préfectorale n'ait été publié notamment dans les départements de la Seine et des Bouches-du-Rhône où le problème est le plus actuel. Dans l'hypothèse où des difficultés d'ordre administratif ou législatif seraient responsables de ce retard, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à cette situation.

La parole est à M. le ministre des affaires sociales, suppléant M. le ministre de l'intérieur.

M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales. Ce n'est certes pas la première fois que sont évoquées en cette enceinte les lacunes et les anomalies que l'on peut relever dans l'organisation de l'industrie du taxi.

Il est bien naturel que M. Fanton, dont le sentiment est partagé par nombre de ses collègues, soit conduit à demander quelles mesures le ministre de l'intérieur compte prendre pour redresser cette situation.

Il est vrai que la publication, dans des circonstances que M. Fanton connaît bien, du décret du 2 novembre 1961, qui a transféré au préfet de chaque département et, pour l'agglomération parisienne, au préfet de la Seine et au préfet de police, les pouvoirs que détenait, en matière de réglementation de l'industrie du taxi, le ministre du travail, pouvait laisser espérer, la solution rapide de certains au moins des problèmes en cause.

Pourquoi n'en a-t-il pas été ainsi ? La réponse ne peut être donnée qu'en rappelant succinctement les bases juridiques sur lesquelles repose l'industrie du taxi.

A Paris et à Lyon — et seulement, pour l'instant, dans ces deux villes — la réglementation est fondée sur la loi du 13 mars 1937 ; dans toutes les autres localités, elle découle des pouvoirs de police conférés au maire par le code d'administration communale. Il en est ainsi dans le département des Bouches-du-Rhône.

La loi du 13 mars 1937 a essentiellement eu pour objet de remédier à la grave crise qui affectait, à l'époque, la profession du taxi dans l'agglomération parisienne ; ses dispositions sont fortement marquées par le souci de limiter la concurrence. Cela explique pourquoi elle n'a reçu d'application que dans les villes où la profession en a demandé le bénéfice.

Dans ce contexte, les pouvoirs que cette loi attribue au préfet sont, contrairement à une croyance largement répandue, fort limités : En réalité, l'autorité préfectorale n'a la possibilité d'intervenir, héritée du ministre du travail, que dans l'alternative suivante : ou bien lorsqu'un accord est réalisé entre les syndicats d'employeurs et de salariés et alors elle avale ce accord sous forme réglementaire, ce qui le rend obligatoire pour l'ensemble de la profession dans la circonscription territoriale en cause ; ou bien il y a désaccord et, dans ce cas, elle peut réglementer, mais seulement sur les points où subsiste un désaccord.

C'est ainsi qu'à Paris et en dépit des apparences, le préfet de la Seine et le préfet de police sont dépourvus de véritables moyens d'action. C'est pourquoi le ministre de l'intérieur se préoccupe d'élaborer un projet de loi qui permettra de résoudre les multiples problèmes que fait apparaître l'examen attentif des déficiences et des inadaptations dont souffre l'organisation actuelle de l'industrie du taxi.

Plusieurs solutions ont été soumises au département ministériel intéressé, portant notamment sur l'élargissement de l'accès à la profession, l'amélioration de la rentabilité de celle-ci, la qualité du service rendu à la clientèle, la nature du droit de stationnement.

Sur nombre de ces points subsistent, entre les administrations intéressées, des divergences d'ailleurs tout à fait normales s'agissant d'un dossier extrêmement complexe.

Il faut reconnaître que les administrations ne sont pas encore parvenues à arrêter définitivement toutes les dispositions d'un projet de loi dont l'Assemblée aurait pu être saisie avant la fin de la présente législature.

La nécessité de remédier rapidement à la situation présente n'en est pas pour autant perdue de vue. Je puis donner l'assurance que le Gouvernement s'attachera à accélérer l'aboutissement des réformes qui s'imposent pour conférer à la profession du taxi une considération et un attrait accrues et améliorer ainsi l'efficacité des services qu'elle peut et doit rendre aux usagers, surtout à une époque caractérisée par l'extension des grandes agglomérations et par des difficultés aggravées de circulation dans les villes.

M. le président. La parole est à M. Fanton.

M. André Fanton. Je remercie M. le ministre des affaires sociales de sa réponse, quoique je ne puisse dire qu'elle me satisfasse entièrement.

En effet, ma question ayant été posée il y a trois ans, j'espérais que, durant les trois années écoulées, les départements ministériels intéressés auraient pu se mettre d'accord. Or les perspectives ne sont pas aussi claires qu'on pourrait le souhaiter.

Pendant quelque quatre ou cinq ans, M. le ministre du travail, auquel la question était soumise, puisque c'est à lui qu'il appartenait de réglementer cette industrie en vertu de la loi du 13 mars 1937, répondait que la solution consisterait précisément à transférer aux préfets — notamment dans la Seine — le pouvoir de décision en la matière.

C'est ce qui a été fait en 1960 par un décret si mes souvenirs sont exacts. Mais les préfets ont fait observer aussitôt que ce décret ne servait à rien, seule une loi pouvant leur conférer ce pouvoir.

Je m'étais étonné à cette époque qu'ait pu être pris un décret sans aucune utilité.

Vous venez de rappeler, monsieur le ministre, la réglementation en vigueur. Je vous en remercie. Mais il est urgent de trouver une solution.

En effet, dans les grandes agglomérations telles que Paris, Lyon, où s'applique la loi du 13 mars 1937, et Marseille, il devient de plus en plus nécessaire de fixer les conditions dans lesquelles doit s'exercer cette industrie.

La loi de 1937, que vous avez rappelée, tendait à limiter les effets de la concurrence. Or aujourd'hui l'usager moyen a le sentiment, à tort ou à raison, que les taxis, loin d'être trop nombreux, ne le sont pas assez. Plus exactement, quand l'usager en a besoin, il n'en trouve pas, et ce sont les chauffeurs qui se plaignent qu'il y en a trop quand ils attendent les clients.

Alors se posent un problème d'organisation générale et un problème d'organisation interne à la profession.

L'usage veut — je ne suis pas sûr qu'il soit souhaitable de le perpétuer — que cette industrie soit exercée conjointement par des compagnies auxquelles on attribue des autorisations de stationnement, des loueurs de deuxième catégorie et enfin des artisans.

Et la situation est telle que le chauffeur salarié a pour ambition, légitime semble-t-il, de devenir artisan.

En vertu de la loi qui limite le nombre des taxis, il n'a plus été attribué de nouvelles licences d'autorisation de circuler et de stationner. Il en est résulté, pour les salariés, un désir accru de devenir artisans. C'est alors qu'est apparue cette pratique étrange et peu justifiable de la transaction financière, qui a pris des proportions fort importantes puisque, à Paris, par exemple, une autorisation de stationnement se vend couramment 35.000 francs, soit 3.500.000 anciens francs. Et l'on dit qu'à Marseille — mais ce sont les Marseillais qui le disent, je ne sais si c'est exact, mais en tout cas ils l'écrivent — que la licence se paie jusqu'à 80.000 et 90.000 nouveaux francs, soit 8 à 9 millions d'anciens francs.

Je ne suis pas certain que cette mise de fonds réponde à la rentabilité normale de l'exercice de la profession.

En tout cas ce qui est certain, c'est qu'une telle pratique est choquante. Elle l'est surtout parce que, lors de l'échange des licences, un engagement sur l'honneur est signé par celui qui cède la licence de ne pas percevoir d'argent, un engagement sur l'honneur étant pris par celui qui vient d'acheter la licence qu'en aucun cas il n'a donné d'argent, tout cela dans les bureaux de la préfecture, devant des fonctionnaires qui semblent ignorer cette pratique, quand ils connaissent parfaitement les cours. Et votre collègue de l'économie et des finances, sachant fort bien que tout se paie, considère que cette transaction doit faire l'objet d'un impôt.

C'est ainsi qu'à une question posée à ce sujet par un de nos collègues, M. Buot, le ministre de l'économie et des finances a répondu que, puisqu'il y avait transaction et versement d'une somme d'argent, il était bien légitime qu'il y eût prélèvement.

Or, puisque la préfecture consultée doit témoigner qu'elle a enregistré l'engagement sur l'honneur qu'aucune somme d'argent n'a été échangée, une autre administration ne peut prétendre le contraire.

Ces pratiques ne me paraissent pas convenables et je m'étonne que les administrations ne se soient pas mises d'accord sur la nécessité de mettre un terme non pas tant à ces transactions qu'à l'hypocrisie qui y préside, car il est incontestable qu'il y a beaucoup d'hypocrisie dans tout cela.

Mais, monsieur le ministre, il n'y a pas seulement le problème de la cession, par les artisans, à un successeur, de leur licence, de leur autorisation de stationnement, encore que les salariés en discutent la validité, la préfecture de la Seine ayant distribué, il y a deux ou trois ans mille numéros de stationnement — bien entendu, gratuitement — licences dont les heureux bénéficiaires, le délai de cinq ans écoulé, pourront disposer moyennant

finances; il y a aussi le problème des sociétés et des loueurs, car on attribue aussi des licences aux sociétés. Il est facile de dire qu'on peut supprimer les transactions en les interdisant, mais les sociétés de taxis qui disposent d'un certain nombre de licences de stationnement ont la faculté d'émettre des actions, et celles-ci n'ont de valeur que parce qu'y sont attachées des autorisations de stationnement. Le problème est donc difficile à résoudre.

Ne pourrait-on pas, monsieur le ministre, le reconsidérer dans son ensemble ?

La profession de chauffeur de taxi est une de celles où, justement, le travail individuel est le plus facilement réalisable. Je ne suis pas sûr qu'il y ait grand intérêt à maintenir de grandes compagnies de taxis. Sans doute ne seraient-elles pas très contentes de ce que je dis. Je signale, par exemple, que les artisans se sont mis d'accord pour organiser un système de communications téléphoniques analogue à celui de certaines compagnies et qui fonctionne de façon aussi satisfaisante.

Je ne suis pas sûr non plus que les professionnels n'éprouveront pas dans l'avenir une plus grande propension pour l'artisanat individuel. C'est dans cette direction qu'on doit aller.

Je n'ignore pas que des intérêts sont en cause, mais il n'est pas de réforme qui ne touche à des intérêts. L'intérêt général, c'est-à-dire celui des clients, doit finalement présider à la réforme.

Ne pourriez-vous pas surtout, monsieur le ministre, nous fixer sur les intentions du Gouvernement ? La prochaine législature ne nous verra peut-être pas tous rassemblés ici, mais quoi qu'il en soit, l'ensemble de la profession, qu'il s'agisse des chauffeurs de sociétés, même si celles-ci sont inquiètes, des salariés ou des artisans — j'en suis convaincu — souhaite que, très rapidement, je veuille dire, dès le début de la prochaine législature, un texte soit soumis au Parlement qui, dans sa souveraineté, se prononcera et fera en sorte que cesse l'hypocrisie que je viens de dénoncer. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales.

M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales. Monsieur le député, en vous entendant exposer de façon aussi claire et aussi convaincante la difficulté et l'importance des problèmes que pose l'industrie du taxi, j'en venais à comprendre que mon prédécesseur du ministère du travail ait volontiers transmis la compétence en ces questions au ministère de l'intérieur. On eut l'espoir, à l'époque, que, grâce à cela, les problèmes pourraient être résolus. Or, ils ne l'ont pas été. (Sourires.)

Cela montre sans doute que, s'il n'avaient pas été résolus du temps où ils relevaient de la compétence du ministre du travail, c'était en raison de leur difficulté, et non pas du fait du ministre qui en avait la responsabilité.

S'il ne s'agissait que de supprimer une hypocrisie, comme vous le disiez, ce serait relativement simple et il faudrait le faire, car les hypocrisies ne sont jamais bonnes. Mais le reste de votre intervention suffisait à montrer la difficulté du problème.

D'une part, les candidats à une licence de stationnement jugent anormal de devoir payer si cher le droit de gagner leur vie. Mais d'autre part, ceux qui, en dépit de la loi, mais de l'aveu de tous, ont payé fort cher ce droit auraient quelque raison de se plaindre si l'ouverture complète de la profession rendait ce droit, qui fait partie de leur patrimoine, du jour au lendemain inexistant.

M. André Fanton. C'est sûr !

M. le ministre des affaires sociales. Entre la fermeture et l'ouverture de la profession, il est difficile de trouver une demi-mesure qui satisfasse tout le monde. Ce qui ne signifie pas qu'il ne faille pas la chercher.

Vous avez, à la fin de votre intervention, émis l'idée que cette profession, par sa nature même, était peut-être vouée à une forme plus artisanale que capitaliste.

L'ancien ministre de l'industrie que je suis et qui, vous le savez, s'est toujours intéressé à l'artisanat est très enclin à vous rejoindre. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. André Fanton. Je vous remercie, monsieur le ministre.

RETRAIT D'UNE QUESTION ORALE SANS DÉBAT

M. le président. L'ordre du jour appellerait la question n° 22701 de M. Maurice Faure à M. le ministre de l'agriculture.

Mais l'auteur de la question m'a fait connaître qu'il la retirait. Acte est donné de ce retrait.

LICENCIEMENTS DE CADRES

M. le président. Les trois questions suivantes ont été jointes par décision de la conférence des présidents :

M. Cassagne expose à M. le ministre des affaires sociales qu'une grave crise se développe chez les travailleurs « cadres » qui, à partir de 40 ans, voient s'instaurer une véritable discrimination dans les offres d'emplois. Il lui demande s'il ne lui semble pas que cette situation est incompatible avec les recommandations de la commission Laroque et avec la politique gouvernementale repoussant tout abaissement de l'âge de la retraite.

M. Mer attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur les licenciements de cadres survenant à la suite d'opérations de fusion et de concentration des entreprises ou de reconversion de certaines industries. Il lui demande quelles mesures ont déjà été prises ou sont envisagées par son département pour résoudre ce problème particulièrement sensible aux cadres âgés.

M. Poirier attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur le problème des cadres et plus particulièrement sur les conditions souvent pénibles dans lesquelles se déroule le licenciement des cadres âgés. La sécurité de l'emploi n'est nullement assurée et varie en fonction de l'âge des cadres et de la dimension des entreprises. Certaines situations sont devenues proprement catastrophiques. Ainsi lors des fusions, concentrations ou disparitions d'entreprises, l'acte ne stipule généralement pas le rachat des contrats des cadres de la société absorbée et nombre d'entre eux sont licenciés d'office. D'autre part, l'évolution des techniques amène les entreprises à appliquer une politique intensive de rajeunissement afin d'obtenir un rendement maximum. Il constate cependant que les pouvoirs publics sont très conscients de ce problème évoqué dernièrement à la télévision par le Premier ministre. C'est pourquoi il pense que le moment est venu de concrétiser les diverses solutions envisagées pour résoudre cette crise du placement et de la reconversion des cadres âgés. En conséquence, il lui demande de préciser la politique du Gouvernement à ce sujet et plus particulièrement de lui faire savoir : 1° s'il compte déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi abrogeant ou modifiant l'ordonnance du 24 mai 1945 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi ; 2° dans quelle mesure il serait possible d'étendre le champ d'application du fonds national de l'emploi à toute la France ; 3° quelles méthodes d'orientation économique il envisage d'appliquer pour aiguiller les cadres les plus âgés vers d'autres secteurs d'activité ; 4° s'il envisage la réforme considérable et difficile du statut général des fonctionnaires que semble supposer le reclassement des cadres dans le secteur public, solution envisagée par le Premier ministre.

La parole est à M. le ministre des affaires sociales.

M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales. Certes le problème des cadres, spécialement des cadres âgés, est important. Mais, selon moi, il ne convient pas de dissocier le problème des travailleurs âgés du problème des cadres âgés. Travailleurs âgés et cadres âgés se trouvent sans doute dans des situations à certains égards différentes, et les solutions à apporter ne sont pas toujours les mêmes. Mais le bruit qui est fait autour des licenciements de cadres âgés risquerait peut-être de faire oublier qu'il y a des travailleurs âgés qui ne sont point des cadres.

Au 1^{er} octobre dernier, sur 137.000 demandes d'emploi non satisfaites, 8.513 provenaient de la catégorie cadres, agents de maîtrise et techniciens.

Cette précision n'est pas inutile si l'on observe que, sur ces 8.513 demandeurs d'emploi, 2.784 étaient des dessinateurs et des agents techniques.

Il n'est pas non plus sans intérêt de connaître la répartition par âge de ces cadres demandeurs d'emploi. Par exemple, sur 6.300 cadres classés par âge, 900 environ avaient moins de vingt-cinq ans, 1.400 entre vingt-cinq et trente-neuf ans, 1.200 entre quarante et quarante-neuf ans, 1.400 entre cinquante et cinquante-neuf ans, 1.350 avaient soixante ans et plus.

Autrement dit, à peu près la moitié des cadres demandeurs d'emploi ont plus de quarante ans.

Ces chiffres permettent de se rendre compte que les cadres demandeurs d'emploi ne sont pas des cadres âgés et qu'il y a un problème du placement des cadres relativement jeunes. D'autre part, 4.000 cadres de plus de quarante ans demandeurs d'emplois, ce n'est certes pas négligeable, mais ce n'est pas considérable.

Quelles sont les mesures qui ont été prises ou qui peuvent être prises par le Gouvernement pour venir en aide aux cadres âgés licenciés ?

Je précise tout de suite que je ne suis pas personnellement partisan de mesures restrictives de la liberté d'emploi comme

celles qui consistaient à interdire aux retraités d'exercer une activité accessoire. Je ne crois pas non plus que la solution réside dans l'abaissement de l'âge de la retraite des cadres. D'ailleurs, les chiffres que je viens de citer montrent suffisamment que le problème du placement ou du chômage des cadres n'affecte pas uniquement ceux de plus de cinquante-cinq ou de soixante ans.

Les mesures prises ou à prendre sont d'abord des mesures de caractère général. Elles concernent la formation des cadres : en premier lieu la formation initiale, scolaire et universitaire. Dans notre monde en mouvement, il apparaît plus que jamais souhaitable que les cadres, comme d'ailleurs les ouvriers — mais pour les cadres cela pose des problèmes un peu particuliers — aient une formation de base assez solide, générale et polyvalente pour leur permettre de s'adapter rapidement à des tâches nouvelles. C'est un des objets de la réforme de l'enseignement.

Mais cela ne saurait suffire. Il faut organiser en plus une sorte de formation permanente des cadres, non seulement au profit de ceux qui ont perdu leur emploi, encore qu'elle leur soit spécialement destinée, mais aussi au profit des cadres qui l'ont conservé. Ceux-ci pourront ainsi poursuivre leur tâche de façon satisfaisante, aussi bien — mieux même, compte tenu de leur expérience — que les jeunes cadres tout frais émoulus des écoles et qui apparaissent comme leurs concurrents.

Mais cette formation, initiale ou permanente, ne suffit encore pas. Aussi d'autres mesures ont-elles été prises, et d'abord en cas de licenciements, surtout de licenciements collectifs auxquels les auteurs des questions ont fait allusion. Mon administration intervient, avec beaucoup d'insistance je vous l'assure, et souvent avec une grande efficacité, en vue de limiter le nombre des licenciements de cadres primitivement prévu, en rappelant aux employeurs les devoirs qui leur incombent envers des cadres qui très souvent ont été leurs bons collaborateurs pendant de très nombreuses années.

Lorsque les exigences de la productivité obligent malgré tout mon administration à autoriser le licenciement, son action s'exerce différemment, et là encore souvent avec succès, pour obtenir des entreprises obligées de licencier des cadres âgés qu'elles leur consentent bénévolement des avantages tels que leur situation ne soit pas très différente de celle qu'ils connaîtraient dans l'hypothèse d'une retraite anticipée.

Mais le problème du placement des cadres, et non seulement des cadres âgés — j'ai montré qu'il se posait à tout âge — doit aussi être traité comme un des éléments du marché du travail.

Tous les efforts qui ont été accomplis et qui seront intensifiés pour mieux organiser le marché du travail, pour créer ce qu'on a appelé la bourse nationale de l'emploi — j'aurai l'occasion d'y revenir en répondant à une question orale avec débat sur les conversions professionnelles — bénéficieront non seulement aux ouvriers et aux employés, mais aussi et peut-être même surtout aux cadres, ainsi que je le démontrerai tout à l'heure.

Au cours des deux ou trois dernières années, nous avons procédé à une expérience, suivie de réalisations, dans le Nord et dans l'Est de la France, et nous en avons entrepris une autre dans la région lyonnaise, en vue de perfectionner les méthodes de prospection du marché de l'emploi, surtout les méthodes de compensation et de correspondance entre les diverses sections locales de l'emploi.

Cet effort va être poursuivi d'une manière telle qu'au cours du premier semestre 1967 commenceront à fonctionner des éléments d'une bourse nationale de l'emploi : un certain nombre d'offres d'emplois seront diffusées par priorité, sur l'ensemble du territoire national, en attendant la mise en place d'un équipement électronique qui permettra la diffusion de toutes les offres d'emplois.

Celles-ci seront de trois sortes : premièrement, celles qui seront assorties d'une offre de logement, laquelle facilite la mobilité de la main-d'œuvre ; deuxièmement, celles qui exigent une qualification rare, quel que soit le niveau de qualification en cause ; troisièmement, celles qui n'auraient pas été satisfaites localement dans le délai d'une semaine et concernant précisément des cadres, des techniciens, des agents de maîtrise, parce que leur mobilité est plus grande.

J'ajoute que les efforts qui ont été et qui vont être faits par les services publics en matière d'organisation du marché du travail des cadres seront complétés par l'Association pour l'emploi des cadres, l'A.P.E.C., où se rencontrent désormais les organisations patronales et les confédérations ouvrières.

Un accord récent passé entre employeurs et employés va procurer à cette association des ressources plus importantes et lui permettre un nouveau départ. La convention signée il y a quelques années entre l'A.P.E.C. et le ministère du travail va être renouvelée en tenant compte précisément des modifications apportées par l'A.P.E.C. à ses statuts. Elle aura pour objet d'organiser une étroite coopération entre

l'A.P.E.C. et les services publics de placement et tant qu'ils s'occupent des cadres.

J'ajoute que si le fonds de l'emploi n'intervient pleinement que dans les zones ou les secteurs où un déséquilibre d'emploi a été constaté, il peut intervenir dans toute la France en ce qui concerne les allocations ou les indemnités de nature à favoriser une reconversion, une formation rapide ou un transfert de domicile. A cet égard, il peut être particulièrement utile aux cadres qui sont amenés à changer de domicile pour trouver un nouvel emploi.

M. Cassagne a demandé si une réforme du statut de la fonction publique allait être entreprise pour ouvrir celle-ci à des cadres en difficulté. En effet, le problème est à l'étude. Un groupe de travail présidé par le directeur général de l'administration et de la fonction publique a été constitué et devra, dans un délai très bref, faire rapport au Gouvernement sur ce qu'il est possible de faire dans ce domaine, dans l'intérêt des cadres privés, mais dans le plein respect aussi des exigences de la fonction publique. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Cassagne, auteur de la première question.

M. René Cassagne. Monsieur le ministre, je tiens d'abord à rendre à César... Ce n'est pas moi qui vous ai posé la question à laquelle vous venez de répondre en terminant, mais c'est, je crois, M. Poirier. Je vous remercie néanmoins de votre réponse qui m'a particulièrement intéressé. Au moment où j'ai posé ma propre question — il y a déjà plusieurs mois — il n'était pas encore dans l'esprit du Gouvernement d'envisager une réforme, même limitée, du statut de la fonction publique.

Monsieur le ministre, je vais maintenant vous adresser un reproche inhabituel dans ma bouche, car je vous ai toujours considéré comme un technicien, un cadre supérieur et que d'ordinaire, lorsqu'on vous pose une question, vous y répondez avec exactitude. Il faut croire que le problème posé par le chômage des cadres vous semble vraiment anodin car vous avez longuement répondu à côté de la question, à moins que vous n'ayez préféré répondre plus précisément aux autres auteurs de questions, ce que je ne crois d'ailleurs pas.

Evoquer le chômage chez les cadres en cette fin d'année 1966 semble une gageure. Les petites annonces des journaux regorgent en effet d'offres d'emploi, les statistiques sont d'une clarté éblouissante : nous manquons de main-d'œuvre qualifiée en général, de cadres en particulier et ce déficit va certainement s'accroître dans les prochaines années au point de devenir inquiétant.

Il n'en reste pas moins que le chômage sévit chez les cadres : c'est tellement vrai que M. le Premier ministre lui-même, depuis que j'ai posé ma question, a lancé un appel et a demandé que soit étudiée la possibilité d'intégrer un certain nombre de cadres dans la fonction publique. Il a chargé M. Joxe de cette étude. Soit dit en passant, cela prouve qu'entre son offre, sans doute très généreuse, et sa réalisation on se heurte à quelques difficultés. En tout cas, je souhaite que, si un commencement de réalisation intervient, nous n'attendions pas quatre, cinq ou six mois afin qu'elle devienne effective.

Personnellement, je vois là une contradiction fondamentale dans un régime qui ne peut d'abord assurer la sécurité de l'emploi et qui, au nom d'une liberté abusive, peut faire et défaire des situations sans tenir compte des services rendus ou que l'on peut rendre encore et de l'absolue nécessité de travailler qu'ont tous les hommes pour assurer à leur famille des conditions décentes d'existence.

Sans méconnaître le problème posé par le chômage pour l'ensemble des travailleurs en général, je veux insister plus particulièrement sur celui qui intéresse les cadres.

Plus que quiconque les cadres ont des difficultés à se reclasser convenablement. Les engagements qu'ils avaient pu prendre au temps de leur pleine activité, une activité que rien ne semblait devoir remettre en cause, leur deviennent alors impossibles à remplir. Combien, dans ces conditions, le sentiment de leur déchéance devient lourd à supporter !

Oui, le chômage chez les cadres existe et nous en connaissons le volume — mes chiffres à cet égard, sont les mêmes que les vôtres, monsieur le ministre — et si rien n'est fait rapidement pour y porter remède, il est à craindre qu'il ne s'étende.

La situation de l'emploi présente bien les anomalies que j'ai signalées tout à l'heure. Dans tous les journaux, nous trouvons de longues listes d'offres d'emploi, malheureusement toutes ou presque toutes comportent une importante restriction relative à l'âge.

Prenez par exemple le journal *Le Figaro* que j'ai là, sous les yeux. J'ai lu attentivement les offres d'emploi publiées dans le numéro d'hier, jeudi 14 décembre, et je me suis amusé à souligner celles qui concernent les cadres. Dans la quasi-totalité de ces offres on demande des gens âgés de trente

ans en moyenne. Dans telle annonce, où l'on demande un polytechnicien, on précise qu'il ne devra pas avoir plus de cinquante ans. Est-ce à dire qu'après cinquante ans un polytechnicien ne vaut plus rien ? Telle semble du moins l'opinion de l'annonceur.

Et cette constatation est vraie pour le Nord comme pour l'Est ou la région de Toulouse. J'ai même relevé l'annonce d'une entreprise anglaise qui, en anglais, nous explique elle aussi qu'elle veut des gens âgés de trente à quarante ans.

Ainsi, alors que l'âge limite pour la retraite est de soixante-cinq ans, publiquement, en pleine liberté, sans que rien ne puisse freiner ou même gêner ceux qui annoncent, une discrimination d'âge est faite qui rend de plus en plus aléatoire le reclassement du malheureux cadre qui a plus de cinquante ans.

Qu'on y prenne garde ! En quelques années, ce qui était à l'origine une menace plus ou moins confuse est devenu une terrible réalité et si rien n'est fait, et rapidement, l'âge limite tendra à baisser de plus en plus.

Ne constate-t-on pas — c'est presque invraisemblable, mais j'en ai de nombreux exemples, et vous aussi, monsieur le ministre — que des jeunes en assez grand nombre, cherchent déjà à se reclasser ?

Quelles sont les causes d'une telle situation ? Elles sont multiples et de plus en plus connues. Quoi qu'il en soit, il est inadmissible que plus de la moitié des licenciements prononcés à l'encontre des cadres le soient sans explications : je tiens à attirer tout spécialement votre attention sur cet aspect du problème.

Parmi ces causes, on a commencé par s'en prendre à celles qui étaient le plus facilement décelables. On a parlé d'abord des faillites. Or il y a très peu de cadres qui se trouvent en chômage par suite de faillites. On a parlé ensuite des fusions, des concentrations et des conversions. Il y a là, en effet, une explication du chômage plus fréquent des cadres.

Mais il existe d'autres causes et vous y avez fait allusion tout à l'heure, monsieur le ministre ; elles touchent en premier lieu le problème technique et s'appuient sur le « nécessaire appel aux jeunes », comme si la jeunesse n'était pas une qualité provisoire qui se perd chaque jour davantage.

Dans le tourbillon infernal qui emporte le monde, la découverte de nouvelles techniques, la mise en place de nouvelles méthodes, l'utilisation de nouvelles sciences, mettent en cause de plus en plus la technicité des cadres anciens au bénéfice de cadres plus jeunes et dont la science toute fraîche paraît mieux adaptée à l'évolution moderne.

C'est sans doute vrai, mais c'est inhumain ! Mais peut-on demander à une société qui repose entièrement sur le profit de nourrir des sentiments d'humanité ?

Pourtant, beaucoup de cadres anciens réagissent favorablement et, ne voulant pas rester en retard, se remettent à des études modernes et travaillent d'arrache-pied. Personnellement, je me souviendrai toujours de cette confiance, faite sur un ton à la fois de dépit et de volonté, de cet ami de 55 ans qui, nommé à la tête d'une des plus grandes entreprises françaises contemporaines, me disait (excusez la formule un peu brutale) : « Je suis à la tête d'une équipe de jeunes ingénieurs. Eh bien, je suis obligé de « bûcher comme un mulet » pour qu'ils ne me dépassent pas en technique pure ».

Il est bien certain que le cadre de 45 à 50 ans qui est resté figé sur ses connaissances de 1935 à 1945 doit se sentir singulièrement dépassé à l'heure actuelle. Mais ils sont tellement nombreux ceux qui essaient de suivre la cadence, qu'il faut les aider. Ce ne sont pas quelques mesures prises par-ci par-là qui parviendront à faire éloigner d'eux le spectre du chômage.

Enfin, il existe une autre raison au chômage des cadres que je ne puis aborder sans une très grande tristesse en même temps qu'une grande indignation. Consultons les enquêtes faites par les A.S.S.E.D.I.C. : elles sont concluantes et les résultats se recoupent et se complètent. Il n'est pas possible de fermer les yeux davantage ; je veux parler du licenciement, sous des formes en apparence légale, des cadres et qui en réalité est prononcé sans aucune justification. Certes, je reconnais que de très grandes entreprises se font un devoir moral de ne pas avoir recours à cette pratique mais reconnaissez aussi, monsieur le ministre, qu'il en existe un certain nombre qui se livrent à cet expédient, et que l'exemple est contagieux.

Les entreprises qui jettent à la porte des cadres âgés en retirent en effet un avantage certain et le Gouvernement, par son silence, peut les y encourager. Elles rajeunissent leurs cadres, disent-elles. C'est très beau car il faut faire la chasse aux « croûlants ». Mais est-on « croûlant » à quarante ans ?

Les conventions collectives prévoient bien une indemnité de licenciement mais celle-ci n'est pas supérieure à l'indemnité de mise à la retraite. Par conséquent, les sociétés ne perdent rien. Elles cessent de verser à la caisse des cadres, réduisent leurs charges sociales et les impôts sur les salaires et réalisent

un bénéfice en embauchant des jeunes qu'elles paient beaucoup moins.

Si nous essayons de suivre ce processus, si nous consultons les statistiques, nous voyons que près de 50 p. 100 des cadres actuellement en chômage sont sous le coup d'une décision qui ne résiste pas à un examen honnête et pour laquelle, dans toute société qui serait basée sur le droit au travail, les responsables devraient avoir des comptes à rendre à leurs victimes d'abord, et à la société ensuite.

Il y a là un problème que nous devons essayer de résoudre et, comme je ne veux pas être simplement critique, je vais essayer de suggérer quelques solutions qui me paraissent valables.

Certes, je sais que, toujours selon les statistiques, environ 10.000 cadres sont demandeurs d'emploi — avec 3.000 à 4.000 environ en chômage plus ou moins complet — sur 750.000 ou 800.000. La proportion n'est pas très grande, peut-être, mais elle est l'indice que le problème est réel. C'est le fameux « clignotant » qui vous avertit de faire attention car, ce chiffre augmentant encore, le problème à résoudre serait autrement plus difficile.

Quels sont donc ces remèdes ? Certains sont déjà recommandés et je ne reviendrai pas sur ceux que vous avez indiqués.

Une convention collective vient d'être signée. D'origine syndicale, elle tend à organiser le reclassement des cadres et aussi à se substituer à une loi inapplicable de 1945 comme aux offices, véritables marchands d'hommes qui traitent les chercheurs d'emploi, ouvriers ou cadres, exactement de la même façon, c'est-à-dire avec une méconnaissance des problèmes humains et techniques fort justement condamnable.

M. le premier ministre a parlé d'embaucher dans les services de l'Etat un certain nombre de cadres en chômage. Je conçois, certes, que cette offre puisse intéresser ceux qui sont sans travail mais, à mon avis, elle appartient à la panoplie de l'illusionniste car personne ne peut croire qu'une telle solution, qui ne peut être que provisoire, puisse résoudre un problème qui risque de devenir permanent.

Les meilleurs remèdes, pour moi, sont ceux qui attaquent le mal dans ses racines.

Le « recyclage » doit être une préoccupation permanente. La faculté, renonçant à son superbe isolement, doit avec sa théorie et ses sciences appliquées, être le lieu où régulièrement le cadre pourra se maintenir dans un monde qui évolue et cela ne doit pas être considéré comme un supplément à son travail.

M. le président. Monsieur Cassagne, vous avez largement dépassé les cinq minutes de votre temps de parole.

M. René Cassagne. Les voyages de formation et de confrontation doivent compléter le recyclage, sans que tout cela soit pris sur le temps de loisir et en dehors des heures dues à l'entreprise. C'est là le seul moyen d'utiliser toutes les capacités des hommes et de démontrer que ce n'est pas seulement la jeunesse du corps qu'il faut considérer mais aussi la jeunesse de l'esprit. Sans doute est-ce parce que je suis moi-même proche à la fois de l'âge mûr et de la jeunesse, mais j'ai bien l'impression qu'il y a des jeunes de 25 ans qui sont déjà presque des vieillards et des hommes de 60 ans qui sont des jeunes gens.

A ces remèdes psychologiques, il faut ajouter des remèdes matériels, et nous retrouvons ici des aspects du problème qui intéressent tous les travailleurs.

Le problème des conventions collectives doit être posé dans son ensemble. La sécurité dans l'emploi, le licenciement doivent faire l'objet de dispositions nouvelles adaptées à notre temps. L'Etat pourrait prendre lui-même des initiatives. Personne ne doit plus pouvoir être licencié d'une entreprise lorsqu'il y a passé un certain nombre d'années à la satisfaction générale sans avoir commis une faute professionnelle grave. A cet égard, on pourrait décider que « sauf cas de force majeure et sauf fautes professionnelles particulièrement graves et dûment prouvées, il ne pourra être procédé au licenciement d'un cadre âgé de plus de 55 ans, si son ancienneté dans l'entreprise est égale ou supérieure à dix ans ».

Le fonds national de l'emploi chanté lui aussi comme une grande réalisation de la V^e République, ne remplit pas entièrement sa mission. Son application trop tatillonne, étriquée, sujette à trop de discussions, doit être revue afin qu'il puisse réaliser les rêves qu'il avait fait naître.

Enfin, il faudra revoir le régime des retraites avant qu'il ne soit trop tard. J'insiste là dessus car il y a là un double problème : l'un qui intéresse le Gouvernement, l'autre qui intéresse les cadres eux-mêmes et je crois savoir que les syndicats s'en occupent sérieusement.

Savez-vous, monsieur le ministre, que, pour un cadre, la perte de six années d'activité représente près de 22 à 25 p. 100 de

réduction de sa retraite car il perd à la fois sur la retraite normale que doit lui assurer l'organisme dont il dépend, puis sur la partie des points qui lui sont assurés par sa retraite complémentaire.

Monsieur le ministre, comme nous sommes maintenant en fin de législature et que pendant plusieurs mois vous aurez la responsabilité, tout seul, de gérer les affaires sans être de temps en temps soumis aux « remontrances » du Parlement — ces remontrances que tout Parlement digne de ce nom était capable de faire même aux rois de France — je vous demande d'aborder ce problème avec beaucoup de bonne volonté pour essayer de le résoudre. Il n'est peut être pas très important à l'heure actuelle mais je crois qu'il est l'indice d'une situation économique qui se détériore.

Faites pour le mieux. Essayez de vous inspirer un peu des propositions que nous vous avons faites ici. Sans quoi, dans la prochaine Assemblée, il se trouvera toujours, n'en doutez pas, des parlementaires qui continueront à interroger les responsables et les pousseront vers une bonne solution.

M. le président. La parole est à M. Mer, auteur de la deuxième question.

M. Jacques Mer. Monsieur le ministre, après ce que vous nous avez dit et ce que M. Cassagne a bien voulu ajouter, il ne devrait plus y avoir de grands problèmes à évoquer.

Je me permettrai néanmoins de revenir sur un ou deux points. Il y a effectivement une contradiction, peut-être plus apparente que réelle, entre les besoins croissants de l'économie en cadres et techniciens qualifiés et ce phénomène de chômage qui, vous l'avez dit, touche plus particulièrement les cadres âgés mais aussi un certain nombre de cadres qui semblent inadaptés à la marche actuelle de leur entreprise.

Cette contradiction apparente a plusieurs causes. M. Cassagne en a fort bien relevé quelques-unes tout à l'heure et je n'y reviendrai pas : concentration des entreprises qui va s'accroître à l'heure du marché commun et qui, d'ailleurs, est souhaitable pour les besoins de la compétitivité de notre économie, action en faveur de certaines méthodes de sélection et de recrutement peut-être un peu trop facilement importées des pays étrangers, et notamment des Etats-Unis, où l'on fait trop aisément confiance à des entreprises de sélection qu'il conviendrait je crois de surveiller mieux ; mise à la retraite anticipée de fonctionnaires et de militaires pouvant occuper des emplois dans les entreprises commerciales et industrielles et qui créent une concurrence sérieuse à ces cadres parce qu'ils peuvent se contenter souvent de salaires moins élevés ; enfin, insuffisante protection apportée par la loi et par les conventions collectives en cas de licenciement puisque, comme M. Cassagne l'a fait remarquer, les indemnités de licenciements, les allocations accordées par les services du chômage et par les ASSEDIC sont quelquefois insuffisantes, notamment lorsqu'il s'agit de cadres ou de travailleurs âgés.

Il y a peut-être aussi un problème plus grave sur lequel je ne m'étendrai pas mais qu'il conviendrait d'analyser, je veux parler d'une certaine inadéquation de la formation des cadres aux besoins des entreprises quinze, vingt ou trente ans après leur formation.

Il y a enfin une tendance trop marquée dans nos systèmes de formation à former des cadres supérieurs munis de connaissances théoriques indispensables au détriment de cadres moyens, de techniciens qualifiés dont notre économie aura de plus en plus besoin et qui ne manquent que parce que le système d'enseignement dont ils bénéficiaient jusqu'à présent ne mettaient pas l'accent sur cet aspect de leur formation.

Quoi qu'il en soit et quelle que soit la part de responsabilité qui incombe à chacun de ces facteurs dans le chômage et le sous-emploi des cadres, notamment des cadres âgés, la situation de ceux-ci est dramatique à l'heure actuelle et demande un certain nombre de solutions.

Je suis de votre avis, monsieur le ministre, pour reconnaître que les chiffres qui nous sont fournis par la statistique ne sont pas en eux-mêmes, et si on les considère isolément, dramatiques. Vous avez parlé de 8.000. Selon qu'on comprend les techniciens, les dessinateurs ou, au contraire, qu'on les exclut les chiffres varient effectivement entre 6 et 8.000, mais ce n'est pas là le point important. Ce qui m'a frappé, c'est que, depuis quelques années, ce nombre va croissant dans des proportions modérées, certes, mais que l'on constate une tendance à l'augmentation du nombre des demandes d'emploi non satisfaites.

Il est un autre phénomène qui me paraît également inquiétant, c'est que l'âge à partir duquel ces cadres éprouvent de très grandes difficultés pour se reclasser tend dangereusement à s'abaisser. C'est peut-être là un phénomène plus psychologique que social et législatif, en ce sens que la faveur des cadres jeunes tend à s'accroître et que les méthodes auxquelles M. Cassagne faisait tout à l'heure allusion, provenant notamment des employeurs et surtout des organismes de sélection et ten-

dant à barrer l'accès des entreprises aux cadres âgés, écartent de plus en plus des cadres de moins en moins âgés, si l'on peut s'exprimer ainsi.

La barrière qui était fixée à quelque cinquante ou cinquante-cinq ans, il y a trois ou quatre ans, tend à descendre dangereusement à quarante et parfois même trente-cinq ans.

La lecture de la presse, dont quelques extraits ont été cités tout à l'heure, nous le prouverait facilement. Il importe donc de trouver des solutions et je vous remercie, monsieur le ministre, d'avoir dressé le bilan des solutions positives que le Gouvernement a bien voulu, depuis quelques mois, apporter à ce problème ou, tout au moins, auxquelles il a bien voulu donner son encouragement lorsque les solutions dépendaient directement des négociations entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers.

Je voudrais revenir sur quelques-unes d'entre elles. Comme vous, monsieur le ministre, je ne crois pas que des mesures coercitives et impératives trop brusques seraient de quelque avantage pour les cadres.

Interdire le licenciement à partir d'un certain âge, cinquante ou quarante-cinq ans par exemple, n'aboutirait à rien, puisque, à ce moment-là, ce seraient les cadres de quarante-neuf ou de quarante-quatre ans qui seraient automatiquement « liquidés » par les entreprises, sans qu'on puisse bien entendu empêcher cette manière de tourner la loi ou la réglementation.

Vouloir abaisser l'âge de la retraite ne constituerait pas non plus une solution parfaitement idéale, puisque, sur le plan économique, cela aboutirait à un certain malthusianisme et que, d'autre part, sur le plan social, une retraite accordée prématurément à des cadres n'ayant pas cotisé assez longtemps serait trop maigre pour leur donner entière satisfaction.

Obliquer les entreprises à maintenir en fonctions une proportion donnée de cadres âgés serait aussi un de ces coups d'épée dans l'eau que connaît la législation, notamment lorsqu'il s'agit d'emplois réservés. Là encore, on assisterait à des manœuvres et — disons le mot — des astuces destinées à tourner la loi, sauf si l'on en faisait non pas une obligation, mais une incitation par le biais de certains avantages fiscaux ou sociaux accordés aux entreprises qui emploieraient un certain pourcentage de personnes ayant dépassé un âge donné, encore qu'il faille agir avec prudence dans ce domaine.

Les solutions doivent être bien plus, à mon sens, des solutions positives que des solutions d'interdiction, voire des solutions coercitives.

Divers remèdes d'ordre psychologique, auxquels il vient d'être fait allusion, sont applicables en l'occurrence. En effet, les obstacles que rencontrent les cadres âgés et, d'une façon plus générale, les personnes âgées à se reclasser, et la facilité avec laquelle ils sont licenciés résultent non pas seulement de nécessités économiques mais, dans bien des cas, d'une sorte de mode, d'habitude qui, depuis quelques années, porte à préférer les cadres jeunes ou à croire que les cadres âgés sont atteints d'un certain nombre de maux.

On a ainsi tendance à dire que les cadres âgés coûtent plus cher, qu'ils sont moins utilisables. Ce sont là des contre-vérités. Les cadres âgés ne coûtent pas toujours plus cher que les jeunes, lesquels sont souvent instables et changent plus aisément d'entreprise. D'autre part, comme on le faisait remarquer il y a quelques instants, les cadres âgés ne sont pas toujours inadaptés, à la condition qu'ils veuillent bien faire l'effort d'adaptation nécessaire.

C'est donc, monsieur le ministre, vers le recyclage et la formation permanente que doivent tendre tous les efforts de votre administration, de l'Université, des syndicats et des entreprises. Mais il est certain que nous avons assisté à une double révolution et dans l'enseignement et dans les entreprises, et que des cadres, qui étaient parfaitement formés il y a vingt ou trente ans par le système d'enseignement dans les facultés et les grandes écoles, sont maintenant, face à l'évolution continue des connaissances, dans l'obligation de suivre une formation permanente s'ils veulent rester utiles aux entreprises, s'adapter aux techniques nouvelles et recevoir une promotion normale dans le cadre de ces entreprises.

Cette formation permanente devra donc faire progresser les cadres dans les techniques nouvelles de leur spécialité. Elle devra aussi les reconverter s'ils appartiennent à des branches d'industries en récession en leur permettant de se diriger vers des branches en expansion. Elle devra enfin, dans de nombreux cas, leur apporter un complément de formation nécessaire, notamment dans le domaine des sciences humaines et des sciences et techniques de gestion afin que les cadres puissent accéder à des fonctions de direction ou tout au moins se maintenir dans la hiérarchie de leur entreprise sans être bouculés par des cadres plus jeunes, mieux initiés à ces disciplines.

Une conjonction d'efforts doit être entreprise, principalement en direction du patronat et des syndicats, lesquels devraient

accepter, dans les années futures, cette difficile réadaptation des cadres et des travailleurs licenciés ou en voie de licenciement afin de mieux les adapter à de nouvelles fonctions dans l'entreprise.

Monsieur le ministre, nous nous félicitons des solutions positives auxquelles vous venez de faire allusion et sur lesquelles je vous poserai quelques questions.

En effet, il ne s'agit pas d'empêcher les licenciements de certains cadres lorsque ces licenciements sont devenus inévitables ; il s'agit de faciliter les reclassements.

Vous avez parlé, monsieur le ministre, des accords intervenus entre le patronat et les syndicats, aux termes desquels l'A. P. E. C. est maintenant dotée de moyens importants. Je suis le premier à m'en féliciter. Néanmoins, quels que soient les moyens dont dispose l'A. P. E. C. et quelles que soient les bonnes volontés qui se manifesteront dans sa gestion paritaire cadres-employeurs, l'A. P. E. C. sera dépourvue de véritables moyens d'action si elle ne travaille pas en liaison très étroite avec vos services. Je souhaiterais obtenir quelques précisions sur les liaisons que vous prévoyez entre cette association et les services de l'emploi.

Vous avez également parlé des bourses de l'emploi. C'est là une mesure dont nous nous félicitons. Il faut bien reconnaître, monsieur le ministre, que, jusqu'à présent, vos services n'étaient pas à la hauteur d'une législation qui leur avait pourtant donné, en 1945, le monopole du placement. On s'est trouvé dans une situation qui faisait ressortir une contradiction apparente entre la législation, qui réservait à l'Etat des pouvoirs monopolistiques, et vos services, qui disposaient de moyens financiers ne leur permettant pas de remplir convenablement cette tâche.

Lors du vote du dernier budget, nous nous sommes félicités qu'à partir de 1967 vos services seraient mieux armés. J'aimerais toutefois obtenir quelques précisions sur les possibilités qui leur seront données.

Enfin, monsieur le ministre, il a été question des possibilités offertes par la fonction publique. M. le Premier ministre y a fait allusion lors d'une interview télévisée. Je crains que la presse ait fait un sort trop favorable à cette déclaration et que, compte tenu du statut de la fonction publique et du fait que les échelles de rémunération des fonctionnaires publics ne permettent pas toujours d'offrir aux cadres le traitement qu'ils seraient en droit d'attendre, nous ne nous heurtions à un certain nombre de difficultés.

A ce sujet, je me permets d'attirer votre attention, monsieur le ministre, sur les points suivants. Les cadres traditionnels de la fonction publique ne sont pas les seuls à pouvoir accueillir les cadres du secteur privé en chômage. Il faut penser aux nouvelles administrations économiques régionales. L'ensemble des services para-publics d'économie générale peut également attirer ces cadres doués d'une certaine expérience. Enfin, la coopération technique avec l'étranger offre des possibilités au titre de la coopération bilatérale ou internationale.

Bien entendu, la commission placée sous le patronage de M. Joxe qui devra étudier ces problèmes ne manquera pas de les examiner dans ces différentes directions.

Il est certain qu'il y a quelque vingt ans, lorsque la législation du travail a été complétée au lendemain de la deuxième guerre mondiale, nous nous trouvions devant un risque de pénurie des offres d'emploi. Même si un risque identique peut se retrouver maintenant, il ne sera nullement de même nature car notre économie a subi des transformations et le chômage de ses éléments les plus qualifiés risque d'avoir des conséquences beaucoup plus graves que le chômage de personnels plus facilement convertibles qui pouvait se produire il y a quelques années.

Je sais bien, monsieur le ministre, qu'il sera moins important en quantité et les chiffres que vous nous avez donnés le prouvent. Il n'en reste pas moins que les répercussions psychologiques créées par ce chômage des cadres a en quelque sorte été à l'origine d'un climat contre lequel il faut réagir. En effet, si 2.000, 5.000, 8.000 cadres techniciens sont en chômage, les répercussions de ces licenciements sur leur entourage social et en même temps sur le plan psychologique auront plus d'importance que celles qui seraient provoquées par des fermetures d'usines ne touchant qu'un personnel non qualifié.

M. le président. Monsieur Mer, vous avez dépassé largement votre temps de parole.

M. Jacques Mer. Je conclus, monsieur le président.

Je vous demande donc, monsieur le ministre, de bien vouloir poursuivre les efforts que vous nous avez annoncés. Tout ne dépend pas de vous mais beaucoup dépend des conventions collectives et notamment des négociations qui auront lieu entre employeurs et syndicats de cadres.

Il existe dans ce domaine une mentalité un peu figée, un peu immobiliste du patronat qu'il faut réveiller. Vous avez pris des

initiatives, monsieur le ministre, et une fois de plus nous vous en remercions. Nous vous demandons de stimuler les parties en présence, notamment les employeurs pour qu'ils ne s'endorment pas sur l'aide et l'initiative de l'Etat et pour qu'eux-mêmes, dans l'intérêt véritable de leurs entreprises, prennent les mesures nécessaires.

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales.

M. le ministre des affaires sociales. En cette affaire comme en d'autres, il est important de bien cerner la réalité. A la suite des interventions de M. Cassagne et de M. Mer, je voudrais apporter quelques précisions de fait supplémentaires.

M. Cassagne reconnaît avec moi que le chiffre d'environ 8.000 cadres demandeurs d'emplois n'est pas considérable mais, pour en situer l'importance, il l'a rapproché du nombre total des cadres qu'il évalue entre 700.000 et 300.000.

Or le nombre des cadres, d'après le recensement de 1962, et selon les qualifications correspondantes à celles qui englobent les 8.000 demandeurs d'emploi, était d'environ 1.200.000 ; les évaluations qui sont établies actuellement conduisent à penser que le nombre des cadres, selon cette définition assez large qui englobe aussi les techniciens et les dessinateurs, serait de l'ordre de 1.500.000.

La proportion n'est donc plus de 1 p. 100, mais de 0,50 p. 100, ce qui, d'ailleurs, ne change rien au caractère pénible et parfois tragique de la situation des 8.000 cadres qui cherchent un emploi. Malgré tout, il n'était pas inutile d'apporter cette précision.

De même, je rectifierai l'indication partiellement exacte donnée par M. Mer selon laquelle le chiffre, s'il n'est pas très important, est croissant.

Effectivement, j'avais le sentiment que le nombre des cadres demandeurs d'emploi était croissant, étant donné que nous en entendions parler davantage qu'auparavant. Mais mes services me fournissent des chiffres qui valent la peine d'être cités : le nombre de cadres demandeurs d'emploi, au 1^{er} septembre 1962, était de 7.782, y compris environ 1.000 rapatriés ; au 1^{er} septembre 1966, le nombre est de 7.621, y compris les quelques rapatriés qui n'ont pas encore retrouvé d'emploi. Je note que le chiffre était inférieur de 800 en 1964.

Ces chiffres prouvent que nous ne sommes pas en présence d'une brusque croissance du phénomène. Alors, à quoi donc est due l'impression que nous ressentons tous, selon laquelle le chômage des cadres revêt actuellement une plus grande importance ?

Cette impression est certainement due au fait que la mobilité des cadres est plus grande. Mais les chiffres montrent que beaucoup des cadres licenciés retrouvent un emploi bien qu'il soit assez fréquent que cet emploi nouveau leur procure une situation amoindrie par rapport à celle qu'ils connaissaient antérieurement.

Je voudrais encore apporter ici une indication qui n'est pas sans intérêt et qui rejoindra d'ailleurs pleinement les propos tenus par M. Cassagne et par M. Mer sur la nécessité d'une formation permanente.

Une enquête a été faite auprès des cadres, au sens supérieur du terme, c'est-à-dire les ingénieurs, les cadres administratifs supérieurs, en excluant cette fois la maîtrise et les dessinateurs. Il en ressort que 40 p. 100 sont des autodidactes. C'est le legs du passé et cela aide à mieux comprendre qu'ils aient quelques difficultés à suivre le mouvement et qu'ils soient sérieusement concurrencés par les jeunes gens qui, eux, sortent d'écoles techniques.

Je suis tout à fait d'accord avec M. Cassagne et M. Mer quant à la mentalité qui devrait être celles des dirigeants d'entreprises. On ne peut certes pas leur interdire, ni juridiquement, ni moralement, de licencier aucun cadre, sans risquer de compromettre la marche de l'entreprise.

S'agissant de cadres supérieurs, je dirai même qu'on ne peut pas vraiment reprocher aux dirigeants de les licencier sans explication, ce qui est parfois préférable pour l'amour-propre du cadre intéressé.

On rencontre cependant — vous l'avez d'ailleurs indiqué — dans beaucoup d'entreprises la mentalité qui devrait être, plus qu'ailleurs peut-être, celles des dirigeants ayant le sentiment de leur responsabilité morale à l'égard de ceux qui ont été leurs collaborateurs pendant de nombreuses années, et ont ainsi contribué à la prospérité de leurs affaires.

Mais dans certaines entreprises il arrive que l'on licencie des cadres âgés avec quelque désinvolture, sans tenir compte des bons services qu'ils ont rendus.

Dans ce domaine, le Gouvernement, le Parlement, l'opinion, les responsables patronaux peuvent avoir une influence sur l'état d'esprit des dirigeants de ces entreprises. En revanche, il est extraordinairement difficile de légiférer dans ce domaine.

C'est même à peu près impossible. Une voie infiniment meilleure est sans doute celle qui conduit à modifier certaines conventions collectives. Mais si des dispositions plus protectrices sont souhaitables et devraient intervenir dans les conventions collectives, je ne crois pas qu'elles puissent aller très loin, comme le tenu, surtout pour les cadres supérieurs, des exigences de la conduite des grandes entreprises et de la totale confiance que le chef responsable de l'entreprise doit faire à ses collaborateurs les plus immédiats. Ici, je vise les cadres tout à fait supérieurs.

M. Cassagne en a formellement appelé à ma bonne volonté. M. Mer l'a fait implicitement. Il va de soi que le ministre des affaires sociales souhaite pouvoir agir mais, dans ce domaine, j'ai tenu à définir les limites de son action. (Applaudissements.)

— 2 —

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions orales avec débat.

RECONVERSION PROFESSIONNELLE DES TRAVAILLEURS

M. le président. M. Martin expose à M. le ministre des affaires sociales les difficultés que soulève la reconversion professionnelle des travailleurs. L'évolution économique, la concurrence extérieure, le déclin de certaines productions conduisent actuellement de nombreuses entreprises à procéder à des concentrations, des fusions, ou des diminutions d'activité, qui se traduisent sur le plan social par des réductions d'effectifs et des licenciements collectifs de travailleurs. La commission de la main-d'œuvre du V^e Plan a souligné dans son rapport l'importance des changements à intervenir d'ici à 1970 et ses conséquences prévisibles sur le plan de l'emploi. En effet, si l'équilibre global de l'emploi jusqu'en 1970 ne laisse pas prévoir un accroissement du chômage, comme le V^e Plan l'avait primitivement suggéré, l'étude de l'équilibre régional de l'emploi laisse, par contre, apparaître de graves risques de distorsions entre les différentes régions. Alors que d'après les prévisions, la région parisienne devrait absorber plus de 40 p. 100 des secteurs secondaire et tertiaire, un certain taux de chômage et de sous-emploi est fortement à craindre dans l'Ouest, le Languedoc, le Midi-Pyrénées, qui connaissent surtout un exode rural, et dans certaines régions d'ancienne industrialisation, comme le Nord et la Lorraine où l'emploi industriel connaîtra une régression. La reconversion professionnelle est donc un problème de première urgence. Le bilan des aides qui sont déjà accordées aux travailleurs sans emploi est certes important, mais il ne s'agit souvent que d'une aide temporaire. Le rapport de la commission de la main-d'œuvre, après avoir dressé la liste des différents moyens mis en œuvre (fonds de réadaptation et de reclassement, fonds national de l'emploi, F. A. S. A. S. A. et fonds de la promotion sociale qui s'ajoutent à l'aide traditionnelle au chômage), souligne néanmoins la modestie des résultats obtenus. Ainsi, de 1959 à 1964, 5.600 travailleurs ont bénéficié d'une aide à la réadaptation professionnelle, et 5.000 demandes de transfert de domicile seulement ont été adoptées. Quant au F. N. E., qui ne s'applique que dans les zones déclarées critiques, un certain nombre de conventions d'allocations spéciales et de formation ont été conclues, mais les aides individuelles sont encore très faibles. Malgré les efforts faits, les crédits de la promotion sociale ne suffisent pas à couvrir d'immenses besoins. La commission de la main-d'œuvre a formulé un certain nombre de recommandations pour améliorer la mobilité géographique et professionnelle de la main-d'œuvre, et préparer, dès à présent, les conversions nécessaires: 1^o améliorer le système de prévision de l'emploi: il s'agit, en effet, de connaître très précisément les perspectives régionales de l'emploi, afin de pouvoir prendre à temps les mesures qu'impose une reconversion; 2^o mieux informer les intéressés: un effort de publicité et d'information est à cet égard indispensable; 3^o promouvoir à l'échelon de la branche professionnelle ou à l'échelon national des caisses de compensation, qui permettraient aux travailleurs changeant d'entreprise de ne pas perdre le bénéfice de leur ancienneté et de leurs avantages sociaux; 4^o simplifier le régime des aides et regrouper les différents organismes (la commission de la main-d'œuvre préconise la fusion du fonds national de l'emploi et du fonds de reclassement de la main-d'œuvre) 5^o développer au maximum la formation professionnelle accélérée tout en augmentant sa durée et en la mettant à la portée réelle de travailleurs ayant dû, très souvent, interrompre leurs études à l'âge de 14 ans; 6^o accroître les possibilités offertes par la promotion sociale. Il lui demande quelles mesures il compte

prendre pour améliorer les systèmes d'aide à la mobilité professionnelle et sociale des travailleurs, afin de préparer les importantes reconversions qui paraissent inéluctables au cours du V^e Plan.

La parole est à M. Bertrand Denis, suppléant M. Martin, auteur de la question.

M. Bertrand Denis. En l'absence de mon collègue Martin, obligé d'être dans sa circonscription, tout au moins dans son département, pour recevoir M. le Premier ministre, j'ai accepté de présenter en son nom la question orale n^o 10359 inscrite à l'ordre du jour de cette séance.

Cette question traite d'un problème de la plus haute importance actuellement puisqu'il s'agit des difficultés que soulève la reconversion professionnelle des travailleurs, particulièrement dans certaines régions, sujet qui prend naturellement la suite de celui que vous venez de traiter, monsieur le ministre, avec tant de cœur et de compréhension.

L'évolution économique et technique, la concurrence extérieure, le déclin de certaines productions conduisent actuellement de nombreuses entreprises à procéder à des concentrations, à des fusions, à des diminutions d'activités, parfois hélas! à des fermetures qui se traduisent sur le plan social par des réductions d'effectifs et des licenciements collectifs de travailleurs.

La commission de la main-d'œuvre du V^e Plan a souligné dans son rapport l'importance des changements qui interviendront avant l'année 1970 et des conséquences prévisibles pour l'emploi.

En effet si, grâce à l'équilibre global de l'emploi qui doit subsister jusqu'en 1970, on ne doit pas envisager l'accroissement de chômage que le Plan avait primitivement suggéré, l'étude de l'équilibre régional de l'emploi laisse, en revanche, apparaître de graves risques de distorsions entre les différentes régions.

Alors que, d'après les prévisions, la région parisienne devrait absorber plus de 40 p. 100 des secteurs secondaire et tertiaire, un certain taux de chômage ou, tout au moins, de sous-emploi est fortement à craindre dans l'Ouest, dans le Languedoc et dans le Midi pyrénéen, où notamment l'exode rural est important, et dans certaines régions d'industrialisation plus ou moins ancienne, comme le Nord et la Lorraine, où l'emploi industriel connaît une régression.

La reconversion professionnelle est donc un problème de première urgence.

La mobilité géographique et professionnelle des travailleurs est un facteur dont il faut se préoccuper. Or elle est insuffisante. Elle se heurte à de multiples difficultés d'ordre personnel et psychologique ou collectif qui sont très compréhensibles et qu'il ne faut pas méconnaître.

Ainsi, le travailleur désireux d'acquiescer une nouvelle qualification doit fournir un effort supplémentaire, aussi bien physique qu'intellectuel; souvent la crainte de l'échec le retient. La perte de gain, le sacrifice matériel et financier que la migration implique entravent également le travailleur. Il lui faut par ailleurs rechercher un nouveau logement, quitter l'ancien dont il peut être propriétaire ou en cours d'accès à la propriété. Il lui faut également quitter ses proches parents, ses amis, un milieu connu, pour affronter une nouvelle région. Dans la mesure où il n'est pas possible de créer de nouveaux emplois sur place — ce qui reste incontestablement la meilleure solution, et j'y insiste, au point de vue du logement, au point de vue social et au point de vue des économies régionales — ces obstacles ne peuvent être franchis sans une politique active d'aide à la mobilité.

Les statistiques portant sur les migrations de 1954 à 1962 montrent que 7,07 p. 100 de la population totale s'est déplacée entre régions, et 10,6 p. 100 entre départements.

Des comparaisons ont pu être faites entre les Etats-Unis et la France. Ainsi, le taux de migration annuel — c'est-à-dire des changements de résidence — est en France de 8 à 10 p. 100 contre 20 p. 100 aux Etats-Unis. Nous n'avons pas en France la même façon d'envisager ce problème. Le bilan, des aides déjà accordées aux travailleurs est certes important, mais elles ne sont souvent que temporaires.

Le rapport de la commission de la main-d'œuvre du V^e Plan, après avoir dressé la liste des divers moyens mis en œuvre: fonds de réadaptation et de reclassement, fonds national de l'emploi, fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles, fonds de la promotion sociale, qui s'ajoutent à l'aide traditionnelle au chômage, souligne la modestie des résultats obtenus. Ainsi, de 1959 à 1964, 5.600 travailleurs ont bénéficié d'une aide à la réadaptation professionnelle et 5.000 demandes de transfert de domicile seulement ont été agréées.

Quant au fonds national de l'emploi, qui ne s'applique que dans les zones déclarées critiques, un certain nombre de conventions d'allocations spéciales et de formation ont été conclues,

mais les aides individuelles sont encore très faibles. Malgré les efforts faits, les crédits de la promotion sociale ne suffisent pas à couvrir d'immenses besoins.

Or, les prévisions d'emploi font apparaître, de 1966 à 1970, de notables réductions d'effectifs dans certains secteurs : charbonnages, mines de fer, chantiers navals, textiles, industries du bois et du cuir. Ces travailleurs devront pouvoir se reclasser aisément sous peine de voir apparaître le chômage ou de profondes distorsions dans certaines branches ou régions de l'économie.

La commission de la main-d'œuvre a formulé des recommandations pour améliorer la mobilité géographique et professionnelle de la main-d'œuvre et préparer dès à présent les conversions nécessaires :

D'abord, améliorer le système de prévision de l'emploi : il s'agit, en effet, de connaître très précisément les perspectives régionales de l'emploi afin de pouvoir prendre à temps toutes les mesures qu'impose une reconversion ;

Mieux informer les intéressés : un effort de publicité et d'information est à cet égard indispensable ;

Promouvoir, à l'échelon de la branche professionnelle ou à l'échelon national, des caisses de compensation qui permettraient aux travailleurs changeant d'entreprise de ne pas perdre le bénéfice de leur ancienneté et de leurs avantages sociaux ;

Simplifier le régime des aides et regrouper les différents organismes ;

Développer au maximum la formation professionnelle accélérée tout en augmentant sa durée et en la mettant réellement à la portée de travailleurs qui ont dû très souvent interrompre leurs études à l'âge de quatorze ans ;

Enfin, accroître les possibilités offertes par la promotion sociale.

Une formule permettant aux travailleurs contraints à la mobilité de conserver dans la nouvelle entreprise le bénéfice de leur ancienneté et de leurs avantages sociaux paraît très intéressante. Afin que la nouvelle entreprise ne soit pas désavantagée en recrutant des travailleurs anciens, une caisse de compensation par branche, par exemple, pourrait être créée. L'importance de son effet psychologique sur le travailleur serait certainement décisive ; il n'aurait pas l'impression de recommencer sa carrière au bas de l'échelle des rémunérations de sa catégorie.

Pouvez-vous, monsieur le ministre, nous indiquer votre position sur les différentes suggestions que je viens de faire au nom de mon ami Martin ? Pouvez-vous nous dresser un bref bilan des mesures prises et à prendre, sur le plan national comme sur le plan régional, pour parer aux importantes reconversions déjà engagées ou à prévoir ?

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales.

M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales. La question que vient d'évoquer M. Denis, au nom de M. Martin, revêt une importance évidente depuis déjà longtemps, mais particulièrement maintenant, en raison des mutations que connaît l'économie française afin que nos entreprises atteignent une productivité suffisante pour affronter efficacement la concurrence au sein d'un marché commun.

Bien des actions ont déjà été menées et d'autres le seront pour remédier aux conséquences sociales des concentrations, des fusions, des disparitions d'entreprise et pour que même les conversions offrent dans toute la mesure du possible aux travailleurs une occasion de promotion sociale.

Les actions sont si diverses que vous m'excuserez par avance si mon propos paraît quelque peu décousu. J'indique d'abord que ce ne sont pas seulement les actions menées par le ministère des affaires sociales qui doivent contribuer à résoudre ce problème, mais l'ensemble des actions relevant de la politique économique du Gouvernement et particulièrement de la délégation à l'aménagement du territoire. Celle-ci s'efforce de faciliter, de provoquer le développement ou l'implantation d'entreprises nouvelles dans les régions où se posent des problèmes de main-d'œuvre et elle a connu un succès certain dans un nombre de plus en plus élevé de cas.

Mais, en cette matière, la nouveauté essentielle a sans nul doute été, en 1964, la création du fonds national de l'emploi.

Ce fonds a mission d'intervenir dans les régions où les secteurs où se manifeste un grave déséquilibre de l'emploi.

Les actions de ce fonds sont bien connues. Je les rappelle cependant rapidement.

Elles consistent à garantir pendant plusieurs mois une indemnité différentielle aux travailleurs qui ont dû changer d'emploi et qui de ce fait ont perdu au moins provisoirement une partie des avantages dont ils bénéficiaient, obligés qu'ils ont été d'accepter une moindre rémunération. Cela doit leur permettre

d'attendre le moment où, s'étant perfectionnés dans leur métier nouveau, ils pourront obtenir une rémunération meilleure.

Ce fonds national de l'emploi, vous le savez, intervient aussi grâce à des conventions passées avec des entreprises pour accorder la pré-retraite à partir de soixante ans aux travailleurs licenciés à qui on ne peut plus demander de changer d'emploi et, *a fortiori*, de région.

Le fonds national de l'emploi intervient encore dans le domaine de la formation par la création, quand besoin est, de sections de formation temporaires destinées à permettre aux travailleurs d'acquérir rapidement une qualification nouvelle.

Depuis la création du fonds, en 1964, pas moins de cent sections temporaires ont été créées et ont fonctionné, notamment en faveur du personnel des chantiers navals, du textile, des mines de fer, de la sidérurgie.

Les aides apportées à la réadaptation professionnelle sous la forme d'une formation relativement rapide ont bénéficié, depuis 1964, à environ 46.000 travailleurs.

Cette action, qui était financée grâce à une section du fonds de développement économique et social distincte du fonds de l'emploi — ce qui, à certains égards, risquait de créer des complications — sera menée désormais, en vertu de la loi du 3 décembre dernier sur la formation professionnelle, par le fonds de l'emploi lui-même, si bien qu'il n'y aura plus à distinguer la procédure des actions de réadaptation rapide de celle des actions de formation plus prolongée réalisées dans les sections temporaires de l'emploi.

Pour accroître la mobilité géographique de la main-d'œuvre, le fonds de l'emploi peut intervenir même en faveur de travailleurs qui ne se trouvent pas dans les zones critiques ou dans les branches particulièrement atteintes, pour faciliter leur déplacement. Très récemment, le Gouvernement a décidé — le décret est à la signature — d'accroître sensiblement ces aides en instituant des indemnités de recherche d'emploi pour permettre au travailleur d'aller voir sur place l'emploi qu'on lui offre.

Les indemnités de transfert et de réinstallation ont été doublées et, dans certains cas, une indemnité de double résidence a même été prévue pendant quelques mois si le travailleur est obligé de laisser provisoirement sa famille dans son ancien logement dans l'attente d'en trouver un sur le lieu de son nouvel emploi.

On peut espérer que cette action importante du fonds de l'emploi en faveur de la mobilité de la main-d'œuvre permettra de résoudre dans de meilleures conditions certains des problèmes qui se posent.

Pour ce qui est de la formation, l'effort consenti par le ministère des affaires sociales pour créer, outre les sections provisoires et temporaires, des moyens permanents de formation sous la forme particulièrement de centres de formation professionnelle accélérée est considérable. Si l'on compare les autorisations de programme il y a seulement quatre ans et aujourd'hui, on voit qu'en 1962, elles ne s'élevaient qu'à 25 millions de francs ; depuis 1964, elles dépassent chaque année 110 millions de francs et une somme de 120 millions de francs est prévue au budget de 1967. Ainsi la capacité de formation des centres est-elle très fortement accrue : elle est passée en deux ans de 37.000 à 50.000 stagiaires. Le V^e Plan a prévu qu'en 1970 la capacité de ces sections de formation permanente dépasserait 70.000 stagiaires.

Je disais tout à l'heure qu'il fallait aussi, pour remédier aux conséquences des mutations, faciliter le placement des travailleurs en leur donnant une meilleure connaissance des offres d'emplois.

J'ai déjà eu l'occasion d'indiquer l'action entreprise par le Gouvernement pour la mise en place d'une bourse nationale de l'emploi.

Le budget de 1967 va permettre de recruter plus de 300 prospecteurs placiers supplémentaires et d'organiser, à l'intérieur de ce que les techniciens appellent les « bassins de main-d'œuvre », une compensation locale des offres et demandes d'emplois, dans presque toutes les régions de France, alors que jusqu'à maintenant cela était limité, et depuis deux ans seulement, au Nord et à l'Est de la France, et depuis quelques mois à la région lyonnaise.

Mais notre ambition est plus haute : elle vise à organiser une compensation nationale ou plus exactement une diffusion nationale des offres d'emplois, afin que tous les travailleurs de France sachent quels emplois leur seront offerts et, si possible, quel sera le montant de leurs rémunérations.

Je pense non seulement aux chômeurs, mais aussi aux travailleurs qui, ayant déjà un emploi, désirent en changer, dans l'espoir de mieux gagner leur vie, notamment lorsque, d'une manière ou d'une autre, ils ont acquis une qualification nouvelle.

L'organisation d'une telle bourse nationale de l'emploi rencontre bien entendu d'importantes difficultés matérielles. Il ne sera possible de répondre aux exigences techniques de son fonctionnement qu'en faisant largement appel aux moyens les

plus modernes que la science met à notre disposition : je veux parler des ordinateurs.

Le plan de mise en place d'un ordinateur central, dont dépendraient probablement plusieurs ordinateurs satellites, est sur le point d'être achevé. Il devra permettre, dans une première étape, la diffusion à travers toute la France, d'offres d'emplois sélectionnées, c'est-à-dire d'offres dont on sait qu'il y a intérêt à les faire connaître soit à l'ensemble de la France, soit à telles ou telles régions. Peut-être pourrions-nous, dans une étape ultérieure, demander aux machines de centraliser et de sélectionner non seulement les offres mais les demandes.

Une telle étape n'est pas pour cette année, ni même pour l'année prochaine. Peut-être interviendra-t-elle dans trois ans. A ce moment-là, les machines pourront elles-mêmes rapprocher offres et demandes et offrir à chaque travailleur la liste des offres d'emplois correspondant à sa demande et à sa qualification.

Je ne voudrais cependant pas donner à l'Assemblée l'impression que tout doit être réglé par des ordinateurs et des machines électroniques. La machine peut être mise très efficacement au service de l'homme dans ce domaine pour une meilleure information, pour réaliser ce qu'on appelle la transparence d'un marché. Mais il est une chose qu'aucune machine ne fera jamais : orienter convenablement les jeunes gens et les adultes soucieux d'une formation nouvelle vers les métiers d'avenir, c'est-à-dire les métiers où il y aura des offres d'emplois, et vers ceux qui conviennent à leurs aptitudes et à leur tempérament.

Les difficultés que connaissent actuellement les travailleurs pour trouver un emploi tiennent, certes, à l'insuffisance des moyens de formation professionnelle, mais aussi — nous devons tous le reconnaître — au fait que dans le passé — ce qui était d'ailleurs inévitable — les formations données ne correspondaient pas toujours aux véritables besoins de l'industrie et du commerce.

Il faut que nous ayons une meilleure connaissance, non seulement des besoins actuels, mais aussi des besoins en travailleurs de telle ou telle qualification pendant les trois, quatre ou cinq ans à venir.

Les études entreprises à ce sujet permettront sans doute de progresser dans cette sorte de prospective, comme on dit. Mais je pense que la multiplication des prospecteurs placiers, si elle répond à notre attente, mettra mes services en liaison assez confiante et assez intime avec de nombreuses entreprises, pour que leurs dirigeants nous informent de leurs projets d'investissements et des types de qualification dont ils auront besoin lorsque ces programmes d'investissement auront été réalisés. Nous serons ainsi informés région par région, département par département, arrondissement par arrondissement, des qualifications demandées, non pas actuellement, mais pour un, deux ou trois ans plus tard. La formation des jeunes gens ou la formation accélérée des adultes pourra ainsi être définie dès maintenant en fonction des besoins à venir.

Cependant, de telles dispositions seront encore insuffisantes. En effet, si de nombreux travailleurs sont insatisfaits, malheureux même, lors qu'ils occupent un emploi et possèdent une qualification, c'est trop souvent parce que la qualification qu'ils ont acquise ou l'emploi qu'ils ont occupé grâce à cette qualification, ne correspond pas réellement à leurs dons ou à leur tempérament. Ces travailleurs étaient peut-être doués pour exercer un autre métier qu'ils auraient accompli avec plus de satisfaction et grâce auquel ils auraient été plus aptes à progresser dans la hiérarchie des emplois et des salaires.

Certes, l'orientation des enfants et des jeunes gens dépend du ministère de l'éducation nationale. M. le ministre de l'éducation nationale a déjà fait de très gros efforts. Il a annoncé, au cours de la discussion budgétaire, qu'il comptait en faire de nouveaux pour assurer une meilleure orientation des élèves de l'enseignement public.

Mais il y a aussi le problème de l'orientation des jeunes gens déjà sortis des écoles et celui, aussi, de l'orientation des adultes. Les expériences faites par mon prédécesseur, M. Grandval, pour développer les conseils en orientation professionnelle dans un certain nombre de villes de province, m'apparaissent à cet égard prometteuses.

Beaucoup de choses sont à faire dans ce domaine. Tout le monde y gagnera : les industriels, qui disposeront de travailleurs mieux adaptés aux fonctions qu'on leur demande, et surtout les travailleurs qui, exécutant les tâches pour lesquelles ils sont doués, seront par là même plus heureux.

Permettez-moi, monsieur le député, d'autant plus que vous êtes intervenu au nom de M. Martin, de signaler en terminant que l'accord récemment passé avec le Gouvernement dans le secteur très particulier de la sidérurgie est en voie d'exécution d'une manière déjà intéressante. Cet accord, répondant à un vœu souvent exprimé par les organisations syndicales, prévoit

que lorsqu'un licenciement collectif important doit avoir lieu, un délai de trois mois ou six mois doit être respecté. Il ne s'agit pas d'un préavis de congé, au sens juridique du terme, mais d'un délai d'avertissement. Autrement dit, ce délai de trois ou de six mois devra intervenir entre le moment où le comité d'entreprise aura été informé du fait que des licenciements collectifs seront probablement nécessaires et le moment où ces licenciements auront effectivement lieu.

Cet accord prévoit, entre autres dispositions, des possibilités de convention, de pré-retraite et de formation professionnelle au titre du fonds national de l'emploi. Il prévoit ainsi la création de sections de formation spécialisée pour les travailleurs à reconverter. Je suis heureux d'avoir l'occasion de rendre ici hommage à tous ceux qui, dans mes services, à l'administration centrale ou sur place, se sont consacrés à cette tâche. Je précise à ce sujet que vingt-neuf sections spéciales, dans le cadre de l'accord de la sidérurgie, et en accord avec le fonds national de l'emploi, ont déjà été mises en place, depuis la signature de l'accord, pour la formation des travailleurs à des tâches nouvelles, afin de permettre leur conversion dans de bonnes conditions. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. Bertrand Denis. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. Georges Germain, seul orateur inscrit dans le débat.

M. Georges Germain. J'aurais aimé que M. le ministre tranquillise les représentants de la région parisienne en répondant à une partie de la question de M. Martin qui s'inquiétait de la proportion que prendra bientôt cette région dans le marché de l'emploi en absorbant plus de 40 p. 100 de la main-d'œuvre des secteurs secondaire et tertiaires.

Je crois, monsieur Bertrand Denis, que l'opération à laquelle nous assistons actuellement ne correspond pas à une véritable décentralisation qui conduirait à la création d'emplois nouveaux en province tout en maintenant l'emploi à Paris. On assiste en réalité à un démantèlement de l'industrie de la région parisienne. D'ailleurs les cris qui ont été poussés un peu partout lorsqu'on a décidé de faire quitter Paris aux usines Citroën pour les implanter à Aulnay-sous-Bois, montrent bien que la province pensait obtenir quelques avantages et que les Parisiens, tout compte fait, sont déçus.

Des organismes travaillant probablement parallèlement avec le ministère des affaires sociales ont fait des études sur la région Est de Paris. Les sondages effectués sur mille entreprises montrent que 8 p. 100 d'entre elles quitteront, d'ici à 1970, l'emplacement qu'elles occupent sans aller s'implanter à nouveau dans un autre secteur de la région parisienne, ce qui provoquera la suppression de 3.700 emplois. Cette étude ne porte que sur un secteur de la région parisienne. En faisant une extrapolation, on arriverait à peu près à l'équivalence de l'effectif actuel des usines Renault, soit 50.000 emplois environ.

Non seulement la décentralisation ne vous profite pas, mais elle dessert complètement la région parisienne.

Lorsqu'une entreprise se déplace en province, elle s'installe d'une manière très moderne. Si elle employait cinquante ouvriers à Paris, elle n'en emploiera plus que quelques-uns en province, les autres étant remplacés par des machines, ce qui ne donne aucun emploi nouveau à la région parisienne et n'en procure pas davantage à la province.

Cette décentralisation sera même irréalisable dans la région parisienne si l'on ne prend pas la précaution de la lier à l'amélioration des moyens de transports. C'est ainsi qu'un ouvrier travaillant actuellement quai de Javel ne pourra pas se rendre à Aulnay-sous-Bois s'il demeure dans la banlieue Ouest ou dans la banlieue Sud, faute de moyens de transports.

Les services de l'emploi devraient s'attacher à la solution de ce problème. Certes, il n'est pas de votre ressort, monsieur le ministre, mais la solidarité gouvernementale existe. Chaque ministre ne reste pas dans sa tour d'ivoire et les conseils des ministres servent tout de même à échanger des points de vue.

Dans cet ordre d'idées, plutôt que de construire le prestigieux et fort coûteux métro express-régional, il eût peut-être été préférable de prolonger en banlieue les lignes de métro déjà existantes. La plupart d'entre elles s'arrêtent aux portes de Paris.

Les gens sont de plus en plus invités à aller se loger en banlieue, mais aucun moyen de transport n'a été prévu pour qu'ils puissent se déplacer selon les exigences de leur emploi. N'oubliez pas, monsieur Bertrand Denis, que la région parisienne, dans l'optique du Gouvernement, s'étendra sur 100 kilomètres de Bonnières à Melun et sur 60 kilomètres de Pontoise à Trappes.

Vous connaissez les difficultés de circulation dans le centre de Paris. En banlieue, c'est pire. D'ailleurs, vous pouvez vous en rendre compte lorsque vous partez dans votre circonscription.

On n'a pas prévu les moyens de desservir les usines que l'on voulait implanter. On parle maintenant d'ordinateurs. Je reviendrai sur ce point, car je ne suis pas d'accord avec vous, monsieur le ministre.

Vous avez parlé de la reconversion. Lors d'une conférence de presse, vous avez déclaré qu'on ne pouvait plus, qu'il y ait reconversion ou non, garantir la stabilité de l'emploi. En d'autres termes, cela signifie que l'on admet que l'ouvrier ou l'employé sera amené à changer d'emploi, soit à l'intérieur de la même ville, soit dans une région voisine ou lointaine.

M. le ministre des affaires sociales. Ce fait n'est pas nouveau.

M. Georges Germain. Bien sûr, monsieur le ministre; mais ce qui est nouveau, c'est d'en parler maintenant régulièrement, alors que l'on sait très bien que l'intéressé se heurte à une difficulté majeure et absolue : le manque de logement.

Une certaine mobilité de l'emploi existait aussi avant la guerre. Mais même dans la région parisienne, on voyait fréquemment l'écrétaire : « Appartement à louer ».

M. le ministre des affaires sociales. Avant la guerre de 1914.

M. Georges Germain. Non, avant celle de 1939. Je m'en souviens moi-même.

Or actuellement, à l'intérieur même d'une région, le travailleur ne peut plus changer d'emploi, car il ne trouve pas de logement. Les usines qui vont s'implanter en province vont sans doute construire des logements pour leurs ouvriers. Mais alors, on va lier les employés à leurs employeurs. Vous allez ainsi fausser le marché de l'emploi, en risquant de retenir au sein d'une entreprise un travailleur qui ne peut pas s'y adapter, mais qui ne peut pas faire autrement parce qu'il ne sait pas où aller.

L'amélioration des moyens de transports déficients et la construction de logements en quantité suffisante auraient dû constituer les deux préoccupations majeures lors de l'élaboration du IV^e et du V^e Plan, ainsi que du schéma directeur du district de la région parisienne.

Autre problème : les zones de salaires.

Le maintien des zones de salaires provoque un afflux de main-d'œuvre dans la région parisienne, ce dont se plaignent nos collègues de province parce que les ouvriers qualifiés quittent leur région. Des difficultés surgissent aussi dans la région parisienne, d'abord du fait de la pléthore de main-d'œuvre, ensuite en raison du manque de logements.

J'aborde maintenant le problème du marché de l'emploi et des ordinateurs.

Vous portez, monsieur le ministre, le titre de ministre des affaires sociales. Or je suis effrayé de votre intention de traiter les travailleurs comme des numéros matricules. Ce sont là deux choses incompatibles.

S'il existe un domaine où l'homme doit vraiment rester l'homme, c'est bien celui de l'emploi. Nous assistons à un véritable drame. Des cadres ne trouvent pas d'emplois, tout simplement parce qu'ils ne sont pas recrutés par des patrons, mais par des organismes qui apportent des solutions grâce à des cartes perforées. Si un employeur demande un cadre âgé de trente à trente-cinq ans, la machine perce deux zones, celle de trente ans et celle de trente-cinq ans. Un candidat capable d'occuper le poste, mais âgé de trente-six ans, sera rejeté.

Sur le plan national, c'est une catastrophe.

Il est bien évident que seul un contact direct entre employeurs et futurs employés est rentable. Vous connaissez certainement des cas où l'on demande une personne âgée de trente à trente-cinq ans et où l'on n'hésite pas à en engager une qui a quarante ans, mais dont la mentalité correspond à celle d'une personne de trente-cinq ans.

Les cartes perforées et les ordinateurs ne vous fourniront jamais une solution de cette nature parce que les machines, par définition, ne font aucun sentiment. Or, dans le domaine de l'emploi, il faut laisser place à un certain sentiment.

Peut-être est-ce parce qu'on veut trop se fier aux machines électroniques que des catastrophes se produisent. Les machines électroniques de l'usine Volkswagen n'avaient sans doute pas prévu l'article virulent de Ralph Nader. Un homme, lui, aurait pu prévoir qu'une critique évidente des conditions de sécurité en automobile provoquerait des modifications matérielles. La machine a fonctionné avec les cartes qui lui avaient été données. Mais on a oublié que, de temps en temps, l'homme devait corriger la machine.

Je suis opposé, sur le plan humain, à ce que soit établi par des procédés électroniques un fichier national de l'emploi. Ce travail doit être accompli manuellement et permettre des appréciations personnelles.

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales.

M. le ministre des affaires sociales. J'ai écouté avec une grande attention M. Germain. J'avoue ne pas avoir parfaitement compris s'il souhaitait ou non que l'on décentralise les usines de la région parisienne.

M. Georges Germain. Je ne suis pas favorable à une telle décentralisation car les habitants de la région parisienne doivent avoir du travail pour continuer à y vivre.

M. le ministre des affaires sociales. Je sais maintenant que vous ne souhaitez pas une telle décentralisation. Ce problème ne relève pas directement de la compétence du ministre des affaires sociales. Mais l'organisation de la bourse de l'emploi entre dans mes attributions. Je ne peux laisser sans réponse vos propos sur les intentions du ministre des affaires sociales. A propos des machines électroniques vous avez dit que j'entendais traiter les travailleurs comme des numéros matricules. Quiconque m'a entendu sait que ce terme n'a pas été dans mon propos; mais j'accepte d'aborder le problème. Je crois que tout le monde s'accorde à reconnaître — vous comme les autres sans doute — que la sécurité sociale est une grande institution sociale. Je ne pense pas que vous condamnerez la sécurité sociale parce que, pour la faire fonctionner, il a fallu identifier les bénéficiaires en leur donnant, comme vous dites, un numéro matricule.

Jusqu'à une date récente, la section de la sécurité sociale à laquelle je suis affilié, qui est gérée par la mutuelle de l'enseignement, m'adressait des feuilles manuscrites de relevés de prestations. Elles étaient illisibles. Depuis un mois, je reçois des feuilles qui sont établies par une machine électronique. Elles sont lisibles et claires.

Je ne vois pas ce que ce progrès peut avoir d'inhumain!

Je me propose de faire centraliser et diffuser les offres d'emploi au moyen de machines électroniques, pour donner aux travailleurs une connaissance plus rapide et plus précise des offres d'emploi qui leur sont destinées. En quoi serait-il plus humain de rassembler dans d'immenses bureaux un grand nombre d'employés chargés de recopier et de transmettre des fiches à longueur de journée?

Le fait que ces fiches soient manuscrites ne rendrait pas meilleure la connaissance du futur salarié par le futur employeur. Je ne prétends pas, comme vous l'avez affirmé, monsieur Germain, que le futur employeur ne doit pas connaître personnellement celui qu'il va embaucher. Mais pour qu'il puisse recevoir et ainsi connaître l'homme dont il désire s'assurer les services, encore faut-il que ce dernier ait pu connaître, par un bulletin ou par tout autre moyen, l'offre d'emploi qui lui est proposée.

Voilà pourquoi je maintiens que l'utilisation de la technique et de la science pour organiser le marché de l'emploi représente un immense progrès pour les travailleurs. Une telle innovation n'exclut pas le respect de l'homme. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Bertrand Denis.

M. Bertrand Denis. Monsieur le président, je vous remercie de me permettre de répondre à M. le ministre. Je serai très bref.

Monsieur Germain, les problèmes de la région parisienne sont une chose; les problèmes des régions qui se dépeuplent en sont une autre. Lorsque l'on assume la responsabilité de représenter ces dernières — et c'est le cas de quelques-uns d'entre nous — on ne doit jamais manquer de signaler que la plupart de leurs habitants doivent aller chercher loin le moyen de gagner leur vie. Il faut porter remède à cette situation. C'est ce que je voulais dire, et pas autre chose.

Monsieur le ministre, en mon nom personnel et au nom de M. Martin, maire de Briey, je vous remercie de votre excellente réponse. Elle aura, j'en suis convaincu, la répercussion qu'elle mérite. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Le débat est clos.

SUPPRESSION DES ABATEMENTS DE ZONES DE SALAIRES

M. le président. Nous en arrivons aux huit questions orales avec débat de MM. Roucaute — deux questions — Tomasini, Mme Prin, MM. Doize, Cassagne, Jean Moulin et Gouton, relatives aux abattements de zones de salaires. Ces questions ont été jointes par décision de la conférence des présidents.

M. Tomasini ne pouvant assister à la présente séance, a désigné M. Duvillard pour le suppléer.

Je donne lecture de ces questions :

M. Roger Roucaute expose à M. le ministre des affaires sociales que, dans le Gard, les ouvriers, dans l'industrie et

dans l'agriculture, de même que les fonctionnaires, subissent un lourd préjudice du fait des abattements de zone qu'ils ressentent comme une brimade et une injustice. Tous les salariés des départements touchés par les abattements de zone partagent ce sentiment, la situation géographique du lieu de travail ne pouvant en rien justifier à l'heure actuelle une rémunération du travail et des prestations sociales à taux réduit. La vie économique des régions frappées par les abattements de zone, notamment l'activité commerciale, supporte le contrecoup du pouvoir d'achat diminué des travailleurs de ces régions. A plusieurs reprises, le Gouvernement a affirmé que les zones de salaires seraient supprimées avant la fin de la législation actuelle. Mais, alors que la moitié de la durée de la législation est pratiquement écoulée, aucune mesure précise n'est prise ni même annoncée à cet effet. Les salariés intéressés commencent à penser que la promesse gouvernementale n'a été faite qu'à des fins de propagande, tout comme l'annonce périodique d'une « année sociale », et que le plan de stabilisation — qui est en fait un plan de régression sociale — comportera notamment, au moins si le Gouvernement peut y parvenir, le maintien des abattements de zone. Il lui demande à quelle date le Gouvernement auquel il appartient entend supprimer totalement les abattements de zone, comme l'exigent, à juste titre et pour l'immédiat, tous les syndicats et tous les salariés du département du Gard et des autres départements touchés par les abattements.

M. Roger Roucaute rappelle à M. le ministre des affaires sociales que le précédent Gouvernement avait promis de supprimer les zones de salaires avant la fin de la législation actuelle, soit avant octobre 1967, puis était revenu sur sa promesse. Il lui demande quelles sont les intentions précises du nouveau Gouvernement en ce domaine.

M. Tomasini rappelle à M. le ministre des affaires sociales qu'au cours de la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale, faite le 13 décembre 1962 à l'Assemblée nationale, M. le Premier ministre a déclaré qu'un des buts qu'il se proposait d'atteindre était « la réduction des écarts de zones de salaires avec, comme objectif, leur suppression totale ». La disparition ainsi annoncée des différentes zones de salaires a un aspect éminemment social, et il apparaît souhaitable qu'elle intervienne dans les meilleurs délais possible. Il lui demande si cette suppression sera ou ne sera pas échelonnée dans le temps et quel est, dans la première hypothèse, le calendrier arrêté à cet égard par le Gouvernement.

Mme Prin expose à M. le ministre des affaires sociales que le précédent Gouvernement avait pris et renouvelé l'engagement de supprimer les zones de salaires avant la fin de la législature, mais les zones existantes ont été seulement regroupées en trois catégories. Les travailleurs de province sont excédés d'être pénalisés sur leurs salaires et traitements et sur les allocations familiales, alors que le coût de la vie est sensiblement le même dans tout le pays. Elle lui demande si le Gouvernement qu'il dirige comme le précédent entend tenir les promesses faites et supprimer les abattements de zone.

M. Doize expose à M. le ministre des affaires sociales qu'au 1^{er} janvier 1966 près de quatre millions de travailleurs en France, soit plus du quart des salariés, continuent à toucher un salaire inférieur à 600 F par mois. Tandis qu'entre 1957 et 1966 la production industrielle par ouvrier a augmenté de 40 p. 100, le pouvoir d'achat du salaire horaire est à peine au-dessus de son niveau de 1957, et les ressources mensuelles des foyers ouvriers (compte tenu des cas de chômage partiel ou des réductions d'horaire non compensées, de l'insuffisance des allocations familiales, des hausses de loyers, de l'aggravation des charges fiscales) correspondent à un pouvoir d'achat généralement moindre qu'en 1957. Dans la métallurgie parisienne, le pouvoir d'achat du salaire horaire est inférieur de 30 p. 100 à ce qu'il était en 1938. Contraints de faire des heures supplémentaires, les métallurgistes parisiens n'en éprouvent pas moins, au prix d'une fatigue bien plus intense, une perte de pouvoir d'achat de 18 p. 100 par rapport à 1938 en ce qui concerne leurs gains mensuels. La situation en province est encore pire. Or, entre 1938 et 1966 la production industrielle par heure de travail a presque doublé et la production industrielle par ouvrier a été multipliée par 2,3. L'écart des salaires horaires, à qualification égale entre ouvriers et ouvrières au temps, est passé de 8,6 p. 100 au 1^{er} janvier 1958 à 10,1 p. 100 au 1^{er} octobre 1965. Ces chiffres ne tiennent d'ailleurs pas compte de la discrimination due aux obstacles à la qualification professionnelle et au bas niveau des salaires dans les professions féminines. L'écart réel des salaires nets effectifs déclarés au fisc entre les salaires masculins et féminins était déjà de 35,28 p. 100 en moyenne en France en 1963 pour toutes les catégories socio-professionnelles, et de 31,64 p. 100 pour les ouvriers seulement. Enfin, à classement professionnel égal, il existe des différences de 20 à 40 p. 100 entre les salaires de la région parisienne et ceux de province, et des différences plus sensibles encore tant à Paris qu'en province

entre branches d'industrie, voire entre entreprises. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre : 1^o pour que les organisations patronales soient contraintes à discuter du problème des salaires avec les syndicats ouvriers ; 2^o pour que les organisations patronales concluent des conventions collectives garantissant un salaire effectif convenable conforme aux catégories professionnelles concernées ; 3^o pour qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 600 F par mois ; 4^o pour supprimer complètement et sans délai les zones de salaires.

M. Cassagne expose à M. le ministre des affaires sociales que son prédécesseur au ministère du travail avait formellement promis la suppression des zones de salaires pendant la présente législature, et que M. le Premier ministre, pour justifier sa non-présentation devant l'Assemblée nationale lors de sa nouvelle désignation par le chef de l'Etat, a déclaré qu'il s'agissait en fait « du même Gouvernement, faisant la même politique ». Il lui demande donc s'il entend prendre le même engagement que son prédécesseur concernant les zones de salaires et s'il peut indiquer le calendrier qu'il compte suivre pour que la réforme soit réalisée avant le renouvellement de l'Assemblée.

M. Jean Moulin expose à M. le ministre des affaires sociales qu'à maintes reprises le Gouvernement a manifesté son intention de supprimer progressivement les abattements de zone applicables au montant du S. M. I. G. et à celui des prestations familiales et a déclaré que cette suppression devait être entièrement réalisée avant la fin de la présente législature. Il souligne les injustices flagrantes auxquelles donne lieu le maintien de ces abattements, en raison du caractère tout à fait arbitraire que présente la répartition des communes entre les différentes zones, les conditions économiques ayant évolué de façon diverse dans chacune des localités depuis l'institution de ce régime. Il lui demande de lui indiquer : 1^o si le Gouvernement envisage de prendre prochainement des décisions susceptibles de répondre à la légitime attente des salariés et de leurs familles résidant dans les localités où subsistent encore des abattements de zone ; 2^o quelles mesures seront alors envisagées pour éviter que les augmentations de salaires auxquelles donnera lieu la suppression des abattements dans les localités rurales ne risquent d'aggraver la situation — déjà très difficile — des entreprises de main-d'œuvre pour lesquelles le montant des salaires et des charges sociales représente une part importante des prix de revient.

M. Gouton rappelle à M. le ministre des affaires sociales les déclarations faites au cours des dernières années par M. le Premier ministre, lequel avait indiqué que les abattements des diverses zones de salaires seraient progressivement supprimés. Ceux-ci frappent particulièrement les régions où existent déjà de sérieuses difficultés quant à l'emploi, c'est le cas notamment du département de la Lozère. Il lui demande à quelle date disparaîtront les abattements s'appliquant au S. M. I. G., aux prestations familiales et aux traitements des fonctionnaires.

La parole est à M. Roger Roucaute, auteur des deux premières questions.

M. Roger Roucaute. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, les abattements de zone ont été institués, il y a vingt-trois ans, sous l'occupation allemande, par un décret Laval du 19 juin 1943. Depuis, il est vrai, ils ont été progressivement réduits, mais jamais totalement supprimés. Plus de vingt ans après la libération du pays, ces vestiges de l'occupation allemande persistent tandis que les syndicats, unanimes, revendiquent la suppression complète de ces abattements de zone que rien ne justifie.

La loi du 11 décembre 1950 qui rendit la liberté aux salaires prévoyait la fixation par les pouvoirs publics d'un salaire minimum national interprofessionnel garanti, compte tenu des conditions économiques générales.

Considérant abusivement que cette expression justifie une différenciation du salaire minimum interprofessionnel garanti et tenant compte des conditions locales, le Gouvernement a régulièrement appliqué au S. M. I. G. les abattements de zone.

Au début de 1958, la commission du travail de notre Assemblée avait adopté à l'unanimité un rapport relatif à la suppression des abattements de zone. Si ce rapport n'est pas venu en discussion devant l'Assemblée nationale, chacun comprend pourquoi. Il y a eu un 13 mai 1958.

Il est vrai aussi que depuis, l'actuel Gouvernement, par la voix de M. le Premier ministre, n'a pas manqué de faire des promesses à ce sujet, notamment lors de sa présentation devant le Parlement. « Mon gouvernement continuera la politique qu'il a amorcée par la réduction des écarts de zones de salaires, avec pour objectif leur suppression totale », disait M. Pompidou.

De son côté, votre prédécesseur, monsieur le ministre des affaires sociales, déclarait le 30 octobre 1964, au cours de la discussion budgétaire : « Je tiens à confirmer une nouvelle fois, ici, au nom du Gouvernement, que les zones de salaires

du S. M. I. G. seront supprimées avant la fin de la législature ». Il faudrait se presser !

Voilà pour les promesses faites dans le cadre d'une année prétendue sociale et qu'au nom de la solidarité ministérielle vous ne contredirez sans doute pas, monsieur le ministre. Quant aux actes, il en va différemment.

Certes, comme je l'ai déjà dit, les écarts existant entre les abattements ont été réduits. La presse et la télévision ont déjà fait état de ce que vous allez sans doute nous dire, à savoir qu'à partir du 1^{er} janvier prochain le nombre des zones sera réduit par la fusion de plusieurs d'entre elles. Mais il ne s'agit toujours pas de la suppression promise.

Même après cela, des millions de travailleurs de l'industrie et de l'agriculture, de fonctionnaires et d'autres salariés continueront à être brimés à cause de la situation géographique du lieu de leur résidence ou de leur travail.

La suppression des abattements de zone de salaires, simple question d'égalité entre les Français, est l'application du principe : « à travail égal, salaire égal ». Voilà ce que le pouvoir gaulliste semble méconnaître.

Les abattements de zone ne s'appliquent pas seulement au S. M. I. G., mais aussi aux indemnités de résidence des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises nationalisées comme l'E. D. F. et la S. N. C. F. En définitive, c'est une nouvelle réduction de salaire ou de traitement dont sont victimes ces travailleurs.

Par exemple, pour les agents de la S. N. C. F., l'indemnité de résidence représente un pourcentage du salaire moyen de l'échelon. Ce pourcentage varie suivant les zones de salaires. Avec la suppression de ces dernières disparaîtraient ces discriminations supplémentaires qui peuvent se traduire par une perte de rémunération de plusieurs centaines de francs par an pour l'employé de la S. N. C. F. suivant qu'il réside à Paris ou dans une petite localité de province.

Dans le domaine des allocations familiales les injustices sont encore plus intolérables et le maintien des abattements de zone d'autant plus insoutenable.

Prenons le cas de deux ouvriers métallurgistes de l'usine de Tamaris à Alès, l'un domicilié dans cette ville, l'autre dans l'une des communes environnantes. Pour une famille comprenant trois enfants, le second perçoit mensuellement près de 10 francs de moins que le premier au titre des prestations familiales.

Bien mieux, les communes de Rousson et de Salindres, dans le Gard, sont situées de part et d'autre de la route. Les ouvriers de l'usine de produits chimiques de Pêchiney ont les mêmes fournisseurs, les mêmes commerçants. Ils paient les mêmes prix et, pourtant, pour un même nombre d'enfants, ils perçoivent des prestations familiales différentes.

Le même problème se pose pour Bessèges, La Grand'Combe, Pont-Saint-Esprit et les communes voisines de chacun de ces chefs-lieux de canton.

On pourrait multiplier les exemples. Je n'en abuserai pas. Je tiens cependant à souligner que ces discriminations sont intolérables pour les travailleurs chargés de famille.

Cinq départements seulement ne sont pas touchés par les abattements de zone. Dans le Gard, comme dans tous les autres départements concernés, les salariés subissent un lourd préjudice qu'ils considèrent comme une brimade et une injustice.

La situation géographique du lieu de travail ne peut en rien justifier une rémunération à taux réduit. La vie économique des régions frappées par les abattements de zone, l'activité commerciale notamment, supporte les conséquences de la diminution du pouvoir d'achat de ces salariés.

Monsieur le ministre, quand donc allez-vous détruire les vestiges de la triste période de l'occupation de la France par les nazis ?

Quand donc sera tenue la promesse de votre gouvernement de supprimer les abattements de zone avant la fin de la législature ?

Quand donc ferez-vous disparaître la discrimination existant entre Français en matière de salaires et d'allocations familiales ?

Sans doute, promettez-vous encore ! Mais ce ne sont pas des promesses que les salariés attendent, ce sont des actes et ils sont bien décidés à vous le prouver au mois de mars prochain. *(Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)*

M. le président. La parole est à M. Duvillard, suppléant M. Tomasini, auteur de la troisième question.

M. Henri Duvillard. Monsieur le ministre, mes chers collègues, M. Tomasini, fortement grippé, m'a chargé de vous prier d'excuser son absence.

Il m'a demandé de bien vouloir le suppléer. Je le fais d'autant plus volontiers que je suis personnellement intervenu de nombreuses fois, tant auprès de vous, monsieur le ministre des affaires sociales, qu'auprès de M. le Premier ministre, pour

signaler les graves injustices sociales qui résultent de l'application des textes en vigueur et pour demander de mettre fin rapidement à cette situation.

La question de M. Tomasini a été posée au mois de mai 1965. Le délai nous paraît exagérément long s'agissant d'un problème aussi important que celui de la suppression des zones de salaires. En fait, d'ailleurs, il a été écourté de quelques jours puisque le Gouvernement a bien voulu prendre des décisions dans ce domaine au cours du conseil des ministres de mercredi dernier. Je l'en remercie.

Ces décisions nous sont connues depuis hier matin grâce à la presse. Ainsi donc, l'ensemble des intéressés a appris deux jours avant le Parlement les mesures que le Gouvernement envisage de prendre en ce qui concerne la réduction du nombre et du taux des zones de salaires.

S'agissant des abattements que subira le S. M. I. G. à compter du 1^{er} janvier 1967, les localités jusqu'à présent comprises dans la zone d'abattement de 6 p. 100 seraient classées dans la zone d'abattement de 5 p. 100 et celles qui se trouvent dans la zone d'abattement de 3 p. 100 le seraient dans la zone d'abattement de 2 p. 100.

En ce qui concerne les prestations familiales, la zone d'abattement maximum de 5 p. 100 serait supprimée à compter du 1^{er} avril prochain et les localités qui s'y trouvaient classées seraient désormais soumises à la zone d'abattement de 4 p. 100.

Enfin, M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative soumettrait au Parlement, vers la mi-avril prochain, un plan de réaménagement des zones de classement s'appliquant à l'indemnité de résidence versée aux fonctionnaires.

En fait, monsieur le ministre, si ces décisions ainsi portées à notre connaissance nous apprennent ce que le Gouvernement entend faire dans l'immédiat, elles ne répondent pas complètement aux préoccupations exprimées par M. Tomasini dans la question orale qu'il vous a posée.

Sans doute des mesures sont-elles déjà intervenues. Mais, outre les plus récentes d'entre elles, il nous paraît utile de connaître les engagements que le Gouvernement peut prendre en ce qui concerne les prochaines étapes qu'il envisage.

Monsieur le ministre, pourriez-vous, après avoir précisé les décisions que vous venez de prendre, nous indiquer les dates que vous pensez retenir en ce qui concerne d'autres réductions du nombre et du taux des zones d'abattement ?

Je souhaiterais vous voir prendre des engagements, particulièrement au sujet de l'étape ultime attendue par tous, à savoir la suppression de tous les abattements de zone s'appliquant aussi bien au S. M. I. G. qu'aux prestations familiales et aux indemnités des fonctionnaires. *(Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)*

M. le président. La parole est à Mme Prin, auteur de la quatrième question.

Mme Jeannette Prin. Mesdames, messieurs, il y a quelques jours, au cours d'une conférence de presse, M. le ministre des affaires sociales nous apprenait qu'à partir du 1^{er} janvier 1967 le nombre des zones d'abattement de salaires serait ramené de six à quatre, et l'écart maximum de 6 à 5 p. 100.

Il faut reconnaître que c'est plutôt maigre, surtout après les multiples promesses faites au cours de cette législature qui devait voir la fin des abattements de zone.

L'échéance est arrivée, mais les abattements de zone institués par un décret Laval, sous l'occupation allemande, subsistent.

M. le ministre a lui-même qualifié le S. M. I. G. de salaire de détresse. Chacun connaît les truquages employés pour le calculer. Ce salaire de misère et avec lui l'ensemble des salaires continueront à être soumis aux abattements de zone qui varient de 1 à 5 p. 100, suivant les localités, et frappent les travailleurs de province, lesquels, à travail égal, n'ont pas un salaire égal, car ces mesures ont des répercussions importantes sur les salaires réels. Au 1^{er} juin 1966 la diminution moyenne des salaires réels de province par rapport à ceux de Paris, différence constatée, je le souligne, par le ministère du travail, était de 16,6 p. 100 dans la zone d'abattement de 2 p. 100, de 19,1 p. 100 dans celle de 4 p. 100 et de 23,6 p. 100 dans celle de 6 p. 100. Or le coût de la vie est aussi élevé en province qu'à Paris.

Mais qui profite de cette situation ? Les patrons qui vendent leur production au prix national, et paient leurs ouvriers meilleur marché.

C'est pourquoi, une fois de plus, refusant de donner satisfaction aux travailleurs, le Gouvernement favorise le patronat.

Les fonctionnaires qui accomplissent un service public en province connaissent, comme les salariés de province, une situation défavorisée du fait des abattements de zones.

En outre, ces abattements de zones, comme l'ont dit les orateurs précédents, ont une répercussion fâcheuse sur le taux des allocations familiales. Pourtant, elles sont loin de correspondre aussi aux besoins des familles.

Pour une famille de trois enfants, le total des allocations et du salaire unique s'élève, en zone zéro, à 294,57 francs et, en zone d'abattement de 5 p. 100, à 281,30 francs, soit 13,27 francs de moins. Là aussi c'est, en quelque sorte, une pénalisation des familles.

Après cela, monsieur le ministre, allez parler de politique sociale !

Je voudrais très brièvement évoquer à nouveau le problème particulièrement douloureux des jeunes sans travail. Ils sont des milliers dans ma région. Officiellement, ces jeunes ne sont pas considérés comme en chômage, puisqu'ils n'ont encore jamais trouvé un emploi. De surcroît, ils n'ouvrent plus droit aux allocations familiales et ne peuvent plus être pris en charge par la sécurité sociale. Quand ils sont malades, ce sont leurs parents qui doivent supporter les frais et payer les médicaments dont ils ont besoin.

Devant une délégation de ces jeunes que j'accompagnais au ministère du travail, le représentant du ministre avait fait état d'un projet à l'étude qui aurait permis, disait-il, de trouver une solution. Si j'insiste sur cette question, monsieur le ministre, c'est parce que plusieurs orateurs ont parlé de l'extension du chômage et parce que ce problème affecte nombre de jeunes.

Or depuis cette délégation, depuis ces promesses, plusieurs mois ont passé. Cette situation ne fait que s'aggraver et rien n'a été fait. Nous avions pourtant formulé des propositions concrètes pour l'attribution aux jeunes qui ne trouvent pas de travail d'une allocation d'attente égale à 35 p. 100 du S. M. I. G., pour le maintien des allocations familiales et la prise en charge de ces jeunes gens par la sécurité sociale.

Au terme de cette législature, nous pouvons, monsieur le ministre, dresser le bilan des promesses et des actes du Gouvernement. Les promesses et les renvois pour étude en commission n'ont pas manqué. Mais, en revanche, il faut reconnaître que les actes ne plaident pas pour le Gouvernement. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

— 3 —

HOMMAGE DE BIENVENUE

A UNE DELEGATION DE PARLEMENTAIRES GRECS

M. le président. Mesdames, messieurs, l'Assemblée nationale a adopté hier une convention financière conclue avec une nation amie, la Grèce.

J'apprends qu'une délégation de parlementaires grecs est actuellement présente dans les tribunes. Au nom de l'Assemblée nationale tout entière, je lui adresse un cordial salut. (Applaudissements.)

— 4 —

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

(suite).

M. le président. Nous reprenons les questions orales avec débat de MM. Roger Roucaute, Tomasini, Mme Prin, MM. Doize, Cassagne, Jean-Moulin et Gouton à M. le ministre des affaires sociales.

La parole est à M. Doize, auteur de la cinquième question.

M. Pierre Doize. Mesdames, messieurs, la question que je me suis permis de poser à M. le ministre des affaires sociales peut se résumer de la façon suivante :

Quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre : premièrement, pour que les organisations patronales soient contraintes de discuter le problème des salaires avec les syndicats ouvriers ; deuxièmement, pour que les organisations patronales concluent des conventions collectives garantissant des salaires correspondant effectivement aux diverses catégories professionnelles ; troisièmement, pour qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 600 francs par mois ; quatrièmement, pour supprimer complètement et sans délai les zones de salaires ?

Mes amis ont parlé du problème des abattements de zone, je n'y insisterai pas. J'aborderai seulement le problème des salaires et des questions qui s'y rattachent, celles du pouvoir d'achat et de la durée du travail.

Actuellement, d'après les statistiques, plus de quatre millions de salariés perçoivent des salaires inférieurs à 600 francs par mois. Telle est la toute première constatation que l'on peut faire lorsqu'on examine l'état des rémunérations après huit années de pouvoir gaulliste. La plaie des bas salaires est très grave et très étendue. Sur 1.500.000 ouvrières de l'industrie, les deux tiers

gagnent moins de 600 francs par mois. Sur 1.500.000 femmes de la catégorie des employées, plus du tiers gagnent moins de 600 francs par mois. C'est le cas, en particulier, de la majorité des 300.000 femmes employées de commerce.

Il faut savoir aussi que la majorité des ouvrières des trois quarts des départements de province gagnent moins de 500 francs par mois.

Les écarts des salaires horaires, à qualification égale, entre ouvriers et ouvrières au temps, est passé de 8,6 p. 100 au 1^{er} janvier 1958 à 10 p. 100 au 1^{er} octobre 1965.

Et dans les zones où subsistent encore, malgré les promesses gouvernementales, les abattements de salaires, les salaires réels sont en diminution par rapport à ceux de Paris.

Cette diminution moyenne des salaires constatée par le ministère des affaires sociales était au 1^{er} janvier 1966 de 16,6 p. 100 dans la zone 2 p. 100 ; 19,1 p. 100 dans la zone 4 p. 100 et 23,6 p. 100 dans la zone 6 p. 100.

Cela dit, un examen détaillé montre que l'insuffisance des rémunérations ne se limite pas aux bas salaires. D'un bout à l'autre de l'échelle des qualifications, les efforts conjugués du patronat et de l'Etat s'appliquent à maintenir au niveau le plus bas possible les traitements et les salaires.

La seconde constatation que je veux faire porte sur le pouvoir d'achat.

En dépit des luttes tenaces des salariés qui ont permis, depuis 1959, une remontée du pouvoir d'achat, le Gouvernement a réussi jusqu'ici à maintenir les ressources réelles des salariés à un niveau qui ne dépasse pas, en règle générale, celui de 1957.

Le pouvoir d'achat s'est trouvé en 1959 abaissé jusqu'à 8 et 10 p. 100 au-dessous du niveau de 1957, or les payes ouvrières perçues en avril 1966 auprès de l'employeur ne correspondaient en moyenne qu'à 6 p. 100 de plus qu'en 1957 en capacité d'achat d'articles de première nécessité au prix courant. Mais, la paye une fois perçue, il faut acquitter les impôts et compter avec l'insuffisance toujours plus manifeste des allocations familiales.

Ainsi, en raison de l'alourdissement des impôts et du retard acquis par les allocations familiales sur les prix, un foyer moyen de salarié ne dispose plus que d'un pouvoir d'achat à peine égal et souvent inférieur à celui de 1957. Et il faut ajouter que la part du loyer prélevé sur ce pouvoir d'achat est sans cesse plus importante.

Les salariés, dans leur majorité, sont contraints à faire de longues heures supplémentaires pour parvenir à boucler tant bien que mal leur budget familial, mais d'autres salariés ne perçoivent pour vivre que le S. M. I. G. et leur pouvoir d'achat est amputé de 15 p. 100 s'ils sont célibataires et de 20 p. 100 s'ils sont pères de cinq enfants, cela par rapport à leurs capacités d'achat déjà très insuffisantes de 1957.

Un tableau établi par l'union des industries métallurgiques et minières, publié par le journal patronal *Usine nouvelle*, fait apparaître que le salaire horaire de l'ouvrier de la métallurgie parisienne a perdu, par rapport à 1938, 30 p. 100 environ de son pouvoir d'achat.

Contraints de faire des heures supplémentaires au prix d'une fatigue bien plus intense, les ouvriers métallurgistes parisiens n'en éprouvent pas moins une perte de pouvoir d'achat mensuel de près de 18 p. 100 par rapport à 1938.

Pour la province, c'est pis encore. Mais si le pouvoir d'achat stagne ou régresse, tandis que grandit le nombre des chômeurs, la production intérieure brute, agriculture comprise, a augmenté entre 1957 et 1966 de 50 p. 100 environ, la production industrielle de plus de 60 p. 100. Dans l'industrie, par salarié et par heure de travail, la production a augmenté depuis 1957 de 50 p. 100.

Certes, il faut convenir que l'outillage et l'organisation entrent en ligne de compte, mais cet accroissement est dû aussi, pour une part déterminante, à l'intensification du travail, comme le reconnaissait ce même journal que je citais à l'instant, *l'Usine nouvelle* du 24 août dernier, autrement dit à une usure plus rapide des forces des travailleurs.

Si nous remontons plus loin dans le passé, nous pouvons dire qu'en 1966 la production industrielle par heure de travail a plus que doublé depuis 1938.

Cela signifie que dans l'industrie chaque salarié produit en moyenne autant aujourd'hui en quarante heures qu'il produisait en soixante heures en 1957 ou en quatre-vingt-trois heures en 1938.

Pourtant le pouvoir d'achat moyen du salaire horaire, du moins pour les denrées de première nécessité, est inférieur de 27 p. 100 à celui de 1938 et le Gouvernement, dans son V^e Plan, s'oppose à la réduction légale de la durée du travail, se bornant à la limiter à cinquante-quatre heures par semaine en prévoyant de multiples dérogations à la disposition des employeurs.

Voici trente ans la semaine légale et effective était de quarante heures. Cette durée normale se traduisait à l'époque dans les statistiques par une moyenne officielle de trente-huit

heures sept minutes. Aujourd'hui les mêmes statistiques indiquent une durée officielle de quarante-six heures six minutes, ce qui correspond, mis à part le chômage partiel, à une semaine considérée comme normale de quarante-huit heures.

Ces heures supplémentaires, voire le travail noir, sont devenues indispensables pour compléter les ressources des foyers.

S'il y a un cycle infernal, c'est bien celui qui allie, par un entraînement réciproque, l'insuffisance du salaire — notamment du salaire horaire — et la longue durée du travail.

Ainsi, la longue durée du travail permet au patronat de jouer de la menace de chômage partiel.

Ce chômage n'est d'ailleurs plus une menace; il devient une inquiétante réalité. Le numéro d'octobre de *Statistiques du travail et de la sécurité sociale* que nous venons de recevoir fait état d'une augmentation sensible en un mois du nombre de chômeurs secourus; il en est de même pour le nombre de chômeurs partiels qui a augmenté d'août à septembre. Et les chiffres ne tiennent pas compte d'un nombre considérable de jeunes qui ne peuvent être chômeurs secourus parce qu'ils n'ont jamais travaillé.

Quant aux demandes d'emploi non satisfaites, leur nombre passe en un mois de 124.000 à 137.000. Tous ces chiffres restent d'ailleurs en-deça de la réalité, car tous les sans-travail ne se font pas inscrire dans les bureaux de la main-d'œuvre. Je note d'ailleurs que le département des Bouches-du-Rhône que j'ai l'honneur de représenter arrive en tête des départements de province quant au nombre de demandes d'emploi non satisfaites.

L'un des graves paradoxes de la situation en France, c'est que, contrairement au passé, l'intensification du travail s'est opérée et s'opère sans réduction de la durée hebdomadaire de travail. On assiste à un retour à plus de quarante ans en arrière, pour ce qui est des longues semaines de travail.

Ce qui est inquiétant, c'est le retard pris à cet égard par la France dans le monde. L'Institut national de la statistique nous apprend que les salaires horaires sont en Allemagne fédérale plus élevés de 20 à 74 p. 100 qu'en France; aux Pays-Bas — sauf dans trois branches — de 13 à 54 p. 100; en Belgique — sauf dans cinq branches — de 10 à 67 p. 100. Or l'on sait que la vie est loin d'être facile pour les travailleurs dans les pays capitalistes.

Selon les statistiques du Marché commun, le nombre d'heures de travail dans l'année par ouvrier est inférieur en Allemagne de l'Ouest de 7 à 8 p. 100 donc de trois heures à trois heures et demie par semaine à ce qu'il est en France, aux Pays-Bas de 3 à 3,5 p. 100, en Belgique de 5 p. 100.

De tous les pays industriels développés, il est prouvé aussi que le nôtre est celui où les salariés ont le moins de loisirs et le moins de possibilités de se cultiver.

Le tableau de la situation des salariés que je viens d'évoquer est nécessairement incomplet.

Il est cependant suffisant pour souligner l'exploitation intensive des salariés sous le pouvoir gaulliste, ce qui constitue un drame national.

Le Gouvernement et le grand patronat refusent la négociation effective avec les syndicats, ils repoussent toute législation de caractère social et essaient de limiter administrativement les salaires.

De grands efforts sont faits pour tenter d'isoler chaque salarié dans une situation individuelle particulière, d'émettre la résistance collective des exploités en cherchant, en même temps, par des pressions diverses, à souder autour de la corporation des monopoles et de l'Etat un front uni du patronat.

Le Gouvernement ne cache plus, dans son V^e Plan, qu'il s'agit de peser à la fois sur les salaires, la sécurité sociale et les investissements sociaux. Il refuse l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans.

Nous estimons que, contrairement à ce qui est prévu dans le V^e Plan, l'avenir de la France, y compris celui de l'économie nationale, exige simultanément, à notre époque, un développement massif des investissements sociaux, notamment pour l'enseignement, la recherche, le logement, la santé; l'extension de la sécurité sociale; le relèvement des salaires, la réduction de la durée du travail, l'attribution de droits nouveaux aux salariés des deux sexes.

Que l'on ne vienne pas nous répéter qu'un relèvement général des salaires entraînerait automatiquement une hausse des prix.

A la vérité, cette thèse du prétendu cycle infernal des salaires et des prix repose sur une habile confusion qui vise à faire endosser aux salariés des responsabilités qui ne leur incombent pas.

S'il suffisait de limiter la consommation des salariés pour que les prix soient stables, le franc aurait dû être, depuis vingt ans, la monnaie la plus stable du monde, puisque, dans ce laps de temps, l'abîme entre les progrès de la production et le pouvoir d'achat des salaires s'est constamment approfondi, ce qui n'a pas empêché la constante dépréciation de la monnaie et la hausse du coût de la vie.

Mais si la consommation des salariés est limitée, les profits, eux, sont en constante augmentation. C'est donc de ce côté qu'il convient d'agir pour empêcher la hausse des prix.

Tels sont, monsieur le ministre, les éléments de réflexion qui m'ont conduit à vous poser ma question. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Cassagne, auteur de la sixième question.

M. René Cassagne. Monsieur le ministre, pour la clarté du débat, sans doute auriez-vous dû nous expliquer pourquoi, mercredi dernier, le conseil des ministres a pris la décision de supprimer des zones de salaires.

Depuis des mois, et même des années, nous ne cessons de poser au Gouvernement des questions sur ce sujet. Puisque ce dernier veut bien nous donner satisfaction, dans une bien faible mesure il est vrai, vous auriez pu nous exposer les raisons de sa décision. Peut-être les connaissons-nous tout à l'heure?

M. le ministre des affaires sociales. Bien sûr!

M. René Cassagne. Mais, ne les connaissant pas encore, je suis en état d'infériorité pour critiquer cette décision.

En 1959, pour la première fois dans cette Assemblée, j'ai posé, lors de la discussion du budget, la question de la suppression des zones de salaires. Nous inaugurons l'ère de la stabilité gouvernementale: le ministre du travail de l'époque, M. Bacon, était le prédécesseur de celui que vous avez remplacé. M. Bacon m'avait alors répondu que la question était à l'étude et que nous finirions par obtenir satisfaction.

Depuis, chaque année, nous avons renouvelé notre demande jusqu'au jour où j'ai posé une question orale avec débat. M. Grandval, votre prédécesseur, m'avait répondu en substance — relisez le *Journal officiel*, c'est fort instructif — dans un grand mouvement oratoire: « Vous réclamez la suppression des zones de salaires; je vous fait la promesse formelle, au nom du Gouvernement, que je viendrai ici, avant la fin de la législature, vous annoncer la suppression de tous les abattements de zones de salaires. » Cette déclaration fut saluée par un tonnerre d'applaudissements sur les bancs de la majorité, qui ne doutait pas que cette mesure serait prise à bref délai.

Or nous constatons que la mesure annoncée par la presse avec éclat, avant même que le Parlement en ait été averti, consiste seulement, semble-t-il, en une suppression de 1 p. 100 des abattements de zones. Vous pratiquez la politique du goutte à goutte.

Un journal a qualifié cette mesure de mini-mesure.

Si je reprends cette expression à mon compte, c'est parce que M. le Premier ministre lui-même parle de miniparti!

Son Gouvernement a donc pris une minimesure. Ce n'est pas ce que nous étions en droit d'attendre d'un Gouvernement qui se dit fort, qui ne veut pas reculer et prétend même avancer.

Si nous avions un véritable Parlement qui fasse la loi, des ministres qui l'appliquent, un Gouvernement qui la propose, depuis longtemps la mesure que nous réclamons serait prise.

Je suis, bien sûr, d'accord avec mes collègues communistes qui vous ont expliqué ce qu'ils entendaient par la suppression des abattements de zones. Mais je suis d'accord aussi avec M. Duvillard qui, parlant au nom de M. Tomasini et de la majorité, a demandé cette suppression. C'est dire qu'il y a dans notre Assemblée unanimité à cet égard et que, si elle en avait le pouvoir, elle vous obligerait à supprimer immédiatement les abattements de zones.

Car, au fond, pourquoi ne les supprime-t-on pas?

On a beaucoup parlé du S. M. I. G. On sait dans quelles conditions il a été instauré, comment et pourquoi les abattements de zones ont été décidés. Mais on sait aussi que les temps ont changé et que ce qui était valable au moment où l'on considérait ces mesures comme une véritable protection sociale ne l'est plus aujourd'hui.

Combien compte-t-on d'employés et d'ouvriers qui sont encore assujettis au S. M. I. G.? Bien peu sans doute, et ce peu est encore trop. On peut dire que, sauf pour ces pauvres travailleurs exploités, le S. M. I. G. ne représente plus rien, alors que le maintien des abattements de zones lèse gravement des centaines de milliers, voire des millions de salariés.

Je n'ai pas voulu me mêler au débat qui vient d'opposer la région de Paris au Gouvernement. J'aurais pu dire que si les provinciaux viennent si nombreux dans l'agglomération parisienne, c'est parce que les salaires y sont supérieurs et qu'il n'y a pas d'abattement de zone.

Si en 1945 ou en 1950 le coût de la vie accusait des différences sensibles entre la grande ville et la campagne, il n'en est plus de même aujourd'hui. De plus en plus les ouvriers habitent à la campagne et s'en vont chaque matin travailler à l'usine de la grande ville la plus proche. Mais chaque matin aussi leurs épouses, les ménagères, vont faire leurs emplettes au village,

dans la petite boutique qui, se ravitaillant à la grande ville, vend des produits grevés de frais de transport élevés.

Ainsi donc, et non seulement pendant la période des vacances, la vie à la campagne est généralement aussi chère, sinon plus, que dans les grandes villes.

Ce sont ces centaines de milliers de familles de travailleurs qui sont frappées par vos abattements de zones, sans que l'économie du pays en profite en quoi que ce soit.

Monsieur le ministre, ce n'est pas là un argument de polémique.

Le Gouvernement a promis que ces abattements seraient supprimés. Mais il a fait tellement de promesses qui n'ont pas été tenues qu'il est permis d'être sceptique.

Laissons ces promesses et soyons objectifs. Tous les salariés, les syndicalistes, les techniciens qui étudient le problème depuis des années estiment que la suppression immédiate des abattements de zones ne présenterait aucun inconvénient pour l'économie, mais constituerait un grand bienfait pour les travailleurs, surtout pour les plus exploités.

Je souhaite, monsieur le ministre, que vous vous y décidiez. Je ne puis vous faire entièrement confiance étant donné certaine mesure que vous avez prise il y a quarante-huit heures. J'espère cependant que les semaines qui viennent vous porteront conseil et que vous prendrez les décisions que nous réclamons depuis tant d'années. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. Jean Moulin, auteur de la septième question.

M. Jean Moulin. Mesdames, messieurs, dans sa déclaration de politique générale du 13 décembre 1962, M. le Premier ministre s'était solennellement engagé à supprimer les abattements de zones de salaires avant la fin de cette législature.

Le 14 mai 1963, M. le ministre des finances devait confirmer ses propos au cours d'un débat de politique économique et financière.

Enfin, M. le ministre du travail tenait à cette tribune des propos identiques en répondant, le 17 avril 1964, à une série de questions orales.

A cette occasion, M. Rabourdin, citant des exemples, faisait ressortir des anomalies choquantes provoquées par le maintien des abattements de zones. C'est ainsi que deux communes, séparées seulement par une rue, peuvent être classées dans des zones différentes.

D'autres, dont la population était essentiellement rurale à l'époque où ont été établies les zones, comptent aujourd'hui 70 ou 80 p. 100 de salariés du commerce ou de l'industrie. Il est clair qu'un tel déclassement demeuré figé a suscité des injustices criantes.

J'ai moi-même reçu, au cours de permanences, des délégations, notamment des agents de l'Electricité de France, qui m'ont exposé leur situation aberrante. Rassemblés sur le même chantier pour effectuer le même travail, classés à des indices égaux, ces agents perçoivent pourtant des salaires accusant des différences de 60 à 70 francs par mois, pour l'unique raison qu'ils résident dans des localités classées dans des zones de salaires différentes.

Il serait facile de citer d'autres cas.

Mais, au-delà de ces faits particuliers, se pose un problème plus vaste. Si le Gouvernement s'est engagé à plusieurs reprises à supprimer les abattements de zones de salaires, c'est qu'il avait fait siens les arguments qui militent dans ce sens.

Ils ont été exposés si souvent devant notre Assemblée qu'il paraît inutile d'y revenir. On peut les résumer ainsi : la vie en province devient aussi chère que dans les grandes villes.

C'est une constatation sensible en bien des domaines, qu'il s'agisse de l'alimentation, du vêtement ou des biens d'équipement.

Dans un département rural comme celui que j'ai l'honneur de représenter, les frais scolaires sont plus élevés que ceux qui sont habituellement supportés par les familles résidant dans les grands centres, que l'on considère les frais de transport quotidiens ou hebdomadaires, ou la mise des enfants en internat, cas fréquent, presque de règle à partir du second cycle. Les bourses apportent une aide qu'il serait injuste de méconnaître, mais, souvent incomplètes faute de crédits, elles laissent de toute manière une part importante à la charge de la famille.

De ce point de vue, les abattements frappant les allocations familiales se révèlent encore plus injustes, et on peut regretter, monsieur le ministre que, dans les mesures que vous venez de prendre, le relèvement des prestations n'ait pas été mentionné.

En 1946, la référence au salaire de base était normale, mais ses variations, artificiellement maintenues en deçà des augmentations du coût de la vie, en font une référence fictive provoquant un retard important des prestations familiales.

Pourquoi les excédents de cotisations du régime général ne reviennent-ils pas aux ayants droit sans qu'on assiste à des trans-

ferts anormaux, tel celui qu'avait entraîné l'adoption de l'article 9 de la loi de finances pour 1964 ?

Je vous interroge avec plus d'insistance sur ce point particulier, monsieur le ministre, en vous demandant pour quelles raisons aucune modification n'est apportée en vue de faire disparaître toute ségrégation dans ce domaine.

Les agents des grandes administrations de l'Etat et des services publics ne seront sans doute pas satisfaits d'avoir été exclus des mesures favorables qui viennent d'être prises, et de constater que sont pour eux maintenues des différences qu'ils ne comprennent plus.

Sachant que ces questions orales devaient être débattues aujourd'hui, n'aurait-il pas été préférable et plus délicat que vous donniez la primeur de vos déclarations à l'Assemblée nationale ?

Mais il serait superficiel de proposer des aménagements sans en mesurer toutes les conséquences.

Outre les mesures dont l'aspect purement technique et financier concerne le Gouvernement, il en est sur lesquelles je désire, monsieur le ministre, appeler votre attention.

Vous avez vous-même, dans votre conférence de presse du lundi 12 décembre, précisé que les mesures prises avaient été limitées pour éviter de mettre en difficulté bon nombre d'entreprises et pour ne pas accroître le chômage.

En effet, les salaires sont déterminés en fonction des besoins des travailleurs, mais ils sont limités par les possibilités économiques des employeurs. Ceux-ci, lorsqu'ils sont installés loin des grands centres, doivent tenir compte de l'incidence des frais de transport, portant, dans un premier stade, sur les matières premières, ensuite sur les objets fabriqués jusqu'à leur prix de vente.

En lisant la documentation que j'ai recueillie sur ces problèmes, j'ai été frappé de l'importance du coût des transports. On peut affirmer, sans crainte de démenti, qu'à côté des zones de salaires, création artificielle et révisable, il existe géographiquement de véritables zones de prix de revient.

Quelques entreprises ont étudié l'importance des frais de transport pour chaque heure de travail. Les conclusions sont stupéfiantes. C'est ainsi que, dans mon département, pour une entreprise occupant plusieurs centaines d'ouvriers et travaillant pour la région parisienne, le coût du transport pour chaque heure de travail, obtenu en divisant les frais totaux d'expédition par le nombre d'heure de travail, concernant une même période, donnait, en 1962, pour certains postes, 64 centimes, et 84 centimes en 1963. Pour d'autres, on arrive jusqu'à 1 franc 11. En 1958, ces chiffres étaient de 54 et 76 centimes.

Pour des produits légers tels que le nylon mousse, le taux par rapport au salaire horaire serait de 5 p. 100. Mais pour le gros fil à faible torsion, la répercussion du coût des transports peut aller jusqu'à 20 p. 100.

Si de tels établissements entendent demeurer compétitifs au regard de leurs concurrents de la région lyonnaise ou de la région parisienne, il semble, à partir des chiffres que je viens de citer, qu'ils soient acculés, d'une manière ou d'une autre, à économiser un franc environ sur le salaire horaire de leurs ouvriers.

Les charges sociales représentant la moitié du salaire, on peut dire qu'un industriel lyonnais a la possibilité, sans se trouver désavantagé, de payer ses employés 66 centimes de plus par heure.

L'Etat devrait permettre aux entreprises de province de vivre autrement que par une discrimination entre salariés.

Depuis quelques années, il se produit, dans les entreprises de main-d'œuvre, pour lesquelles les salaires et les charges sociales représentent une part importante du prix de revient, une détérioration progressive de la situation, aboutissant, hélas ! pour un nombre important d'entre elles, à la fermeture.

Parmi celles qui se maintiennent, il en est dont l'équilibre est extrêmement fragile et pour lesquelles tout élément étranger qui viendrait les perturber sans apporter une compensation risquerait de les amener à disparaître.

Cela est vrai surtout pour des entreprises familiales petites ou de moyennes dimensions, qui travaillent à façon dans le moulinage et le tissage et qui représentent une frange très importante de l'emploi dans mon département.

Bref ! monsieur le ministre, dépassant peut-être ce débat, mais essentiellement cependant, se pose le problème de savoir si le Gouvernement entend permettre aux actuelles industries de province de faire face, en les aidant notamment par des aménagements fiscaux et des subventions spécifiques. C'est une question dont la solution est urgente, et on doit regretter qu'une vision globale ne se soit pas dégagée jusqu'à présent.

De toute part, et comme à l'envi, on fait état de la volonté de réanimation des régions rurales. La réalité est autre. Que voit-on en effet ? La rentabilité devenant le seul critère, de petits commerçants, des artisans surchargés d'impôts, compte tenu de

leur chiffre d'affaires, sont condamnés à disparaître. Les industries de main-d'œuvre, dont les bilans sont difficiles, ferment leurs portes sans qu'il y ait possibilité de retrouver sur place de l'embauche pour le personnel licencié.

Si l'on ajoute à ce tableau la dépopulation par l'exode rural, on peut se demander ce qui se passera dans un an, dans cinq ans, si l'Etat, dans le souci de maintenir un équilibre nécessaire de la population, n'intervient pas rapidement.

Monsieur le ministre, au-delà des grands nombres et de ce qu'on appelle les grosses affaires, qui risquent d'accaparer l'attention du Gouvernement et qui semblent épuiser ses crédits, se posent des problèmes humains, tels ceux que je viens d'évoquer très incomplètement.

Les populations rurales, inquiètes de leur avenir, attendent, au-delà des promesses, des mesures équitables et concrètes, seules capables de leur redonner confiance. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Gouton, auteur de la huitième et dernière question.

M. Victor Gouton. Monsieur le ministre, depuis le dépôt de ma question, les salariés, et particulièrement ceux de la Lozère, ont appris avec satisfaction les décisions du conseil des ministres du 15 décembre tendant à ramener à compter du 1^{er} janvier 1967 le maximum des abattements de zones sur le salaire minimum interprofessionnel garanti de 6 p. 100 à 5 p. 100. Par là même, l'abattement affectant les prestations familiales sera ramené dans notre département de 5 à 4 p. 100 à partir du 1^{er} avril 1967.

Je me réjouis aussi du réexamen des règles, en fonction desquelles sont calculées les rémunérations et indemnités liées à la résidence et versées aux agents du secteur public et nationalisé.

Toutefois, représentant un département particulièrement dépourvu, j'ai le devoir de rappeler un certain nombre de points qui le concernent.

Je dois tout d'abord faire état d'une récente enquête effectuée par le contrôle économique en Lozère, au terme de laquelle il est apparu que le coût de la vie dans notre département était aussi élevé que dans la région parisienne. Cette circonstance est d'autant plus aggravante que la Lozère est l'un des rares départements français classés en zone spéciale d'action rurale, et elle est sur le point d'être classée zone déshéritée, ce qui souligne la pauvreté de ses moyens et la dureté de la condition de vie de ses habitants.

Dans ce département rural dont l'allitude moyenne est la plus élevée de France, où le climat est particulièrement rigoureux et où se posent par conséquent de graves problèmes de chauffage, les enfants doivent en outre partir en pension dès la classe de troisième, voire à la sortie de l'école primaire, ce qui grève les budgets familiaux.

Les mêmes conditions rendent les déplacements particulièrement coûteux quand il s'agit de consulter un spécialiste en cas de maladie.

J'ajoute que, paradoxalement, les impôts sont souvent plus élevés dans ce département que dans d'autres plus favorisés, par suite du faible nombre d'habitants et du poids des charges communales.

D'autres arguments pourraient être développés. Je préfère, monsieur le ministre, connaissant l'attention toute particulière que vous portez à ces zones déshéritées, m'en remettre à votre compréhension et vous demander instamment si le Gouvernement compte, d'une part, effectuer dans un très proche avenir un nouvel effort dans le sens qu'il s'est déjà fixé et décréter la suppression complète des abattements de zones de salaires, ainsi qu'il l'a d'ailleurs laissé entendre à plusieurs reprises, et s'il entend d'autre part étudier la mise en place d'aménagements et d'allègements fiscaux, fort justement réclamés par mon collègue M. Jean Moulin, afin de ne pas aggraver la situation déjà difficile des entreprises de main-d'œuvre dans ce département. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales.

M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales. Je répondrai d'abord à une observation de M. Jean Moulin et de M. Duvaillat qui, je l'avoue, m'a touché. Ils ont regretté, très courtoisement d'ailleurs, que le Parlement n'ait pas eu la primeur de l'annonce des mesures prises par le Gouvernement en matière d'abattement de zones de salaires.

Le Gouvernement, et moi-même en particulier, nous tenons beaucoup à ce que les relations avec le Parlement soient aussi confiantes et aussi courtoises que possible, mais en l'espèce la procédure employée ne pouvait être autre.

La loi, en effet, dit que toute mesure prise en matière de salaire minimum interprofessionnel garanti doit être préalablement soumise à la commission supérieure des conventions collectives. Les mesures envisagées par le Gouvernement

devaient donc obligatoirement être soumises à cette commission. Une fois la commission saisie des projets du Gouvernement, il était évident que la presse devait en être informée, car les membres de la commission supérieure des conventions collectives ne sont en rien tenus au secret. Je ne pouvais donc faire autrement que de tenir une conférence de presse aussitôt après la réunion de la commission supérieure des conventions collectives pour annoncer les mesures que le Gouvernement devait prendre deux jours plus tard.

On a rappelé certaines promesses faites et non tenues. Et en même temps qu'on se félicitait des mesures décidées par le Gouvernement, on m'a demandé de dire quelles seraient celles qui suivraient et à quelles dates elles interviendraient.

Je ne dirai pas quelles sont les mesures qui suivront ni à quelle date elles seront prises. L'expérience, en la matière, montre en effet qu'il convient d'être prudent, car les événements, la conjoncture économique, pourront très légitimement conduire le Gouvernement qui aura la charge des affaires après les prochaines élections à prendre telle ou telle décision dont il n'est pas permis de préjuger et qu'on ne peut même prévoir.

Cela dit, en manière de préambule, je demande à l'Assemblée la permission de m'expliquer assez complètement sur les diverses questions orales avec débat qui m'ont été posées aujourd'hui. Ceux des questionneurs qui ne sont pas en ce moment en séance voudront bien m'excuser de m'obstiner à leur répondre. (Sourires.)

Quand on parle des zones d'abattement de salaires on aborde en réalité quatre questions différentes. Il y a d'abord celle du salaire minimum interprofessionnel garanti, *stricto sensu*. C'est elle qui est principalement en question aujourd'hui. Mais en fait tous les orateurs ont, à très juste titre d'ailleurs, posé les trois autres qui sont : les abattements en matière d'allocations familiales, les abattements en matière d'indemnité de résidence des fonctionnaires ou de rémunération des agents des entreprises nationales, les différences régionales de rémunération des ouvriers et des employés de l'industrie ou du commerce privé.

Juridiquement, ce sont là des problèmes tout à fait distincts.

Les abattements du salaire minimum interprofessionnel garanti concernent non pas la détermination d'une rémunération effective, mais celle d'une rémunération minimum. Dans certains cas — peu nombreux d'ailleurs, M. Cassagne l'a rappelé — cette rémunération minimum est une rémunération effective. C'est le cas pour environ 1 p. 100 des salariés de l'industrie et du commerce ; pour les salariés agricoles le pourcentage est beaucoup plus élevé.

Ce salaire minimum interprofessionnel garanti est fixé, après les consultations que j'ai rappelées, par décision du Gouvernement, dont d'ailleurs la liberté de manœuvre est quelque peu limitée par l'indexation du S. M. I. G. sur l'indice des 259 articles.

Les indemnités de résidence des fonctionnaires, les rémunérations des agents des entreprises nationalisées sont déterminées conformément à leur statut, mais de façon juridiquement indépendante du S. M. I. G.

Les abattements de zones en matière d'allocations familiales sont également déterminés par le Gouvernement mais toujours d'une manière indépendante du S. M. I. G., à la fois juridiquement et en fait, car les zones d'abattement ne coïncident pas exactement.

Quant aux différences régionales de salaires dans l'industrie et le commerce, elles résultent soit de contrats individuels soit de conventions collectives. En raison de la liberté des salaires établie en 1950, le Gouvernement n'a pas de moyens d'action directe sur elles.

J'en viens donc au S. M. I. G. qui est plus particulièrement en cause aujourd'hui.

M. Roucaute et Mme Prin ont déclaré l'un et l'autre que l'existence des abattements de zones était un héritage de la période nazie et qu'après vingt ans, il était très regrettable que cette œuvre allemande n'ait pas disparu.

Certes, pendant l'occupation, il existait, selon les régions, des différences de salaires qui résultaient du blocage des salaires. Elles étaient en quelque sorte la photographie, plus ou moins déformée d'ailleurs, des différences de salaires existant au moment de la déclaration de guerre.

C'est vraiment faire preuve d'une conception trop désinvolte de l'histoire que d'avoir l'air d'oublier que les arrêtés qui ont déterminé en 1946 les abattements de salaires — il ne s'agissait pas alors seulement du salaire minimum, mais de tous les salaires puisque ils étaient tous fixés par arrêtés — et qui ont fixé l'abattement maximum à 25 p. 100, étaient signés « Ambroise Croizat ». (Interruptions sur les bancs du groupe communiste.)

A l'époque, il était d'ailleurs nécessaire de maintenir une différence de rémunération. Ce que je critique, ce ne sont pas les arrêtés, mais la conception de l'histoire dont nous venons d'avoir un exemple !

Lorsqu'en 1950, au moment où fut rétablie la liberté des salaires, le S. M. I. G. a été créé, l'abattement maximum fut fixé à 18 p. 100. Il a été réduit peu à peu.

En 1962, il était encore de 8 p. 100 et a été réduit à cette époque à 6 p. 100, le nombre de zones étant de huit.

Le 1^{er} février 1966, le Gouvernement a réduit le nombre de zones de huit à six — mais sans réduire l'écart maximum — par la fusion de zones dont l'abattement comportait des décimales. Cette mesure était d'ailleurs justifiée davantage par un souci de simplification que par des considérations de politique économique.

Aujourd'hui, le Gouvernement se propose de réduire l'abattement maximum de — 6 à — 5, par fusion de la zone — 6 avec la zone — 5, et de fusionner la zone — 3 avec la zone — 2. Ainsi, le nombre total des zones sera réduit à quatre.

Pourquoi la modification a-t-elle porté sur ces zones — 6 et — 3 et pourquoi n'a-t-elle pas été plus importante ?

Elle a porté sur la zone — 6 parce qu'il convenait d'agir d'abord en faveur des ouvriers les plus défavorisées, ceux qui perçoivent celui des salaires minimums qui était le plus bas. En supprimant la zone — 6, nous prenions d'ailleurs une mesure en faveur des salariés agricoles car 90 p. 100 de ceux d'entre eux qui sortent au S. M. I. G. se trouvent dans cette zone. La mesure s'appliquera à la zone où, proportionnellement, on compte le plus grand nombre d'ouvriers au S. M. I. G., car dans les petites villes et les régions rurales, les salaires sont plus souvent égaux au S. M. I. G. ou très proches.

Pourquoi fusionner la zone — 3 avec la zone — 2 ? Parce que l'examen de la carte montre que, pour des raisons historiques qu'il serait trop long d'exposer, la zone — 3 comprend de grandes villes, comme Toulouse, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Belfort, qu'il n'y avait pas lieu de maintenir sur un plan différent de Lille, Nancy, Strasbourg ou Lyon, par exemple.

Mais pourquoi, dit-on, ne pas avoir supprimé purement et simplement toutes les zones ou tout au moins n'avoir pas franchi une étape plus importante ?

Pour la raison que j'ai déjà eu souvent l'occasion d'exprimer : à savoir que, si la hausse des salaires dans les entreprises marginales risque d'entraîner la fermeture de celles-ci parce qu'elles sont obligées de payer des salaires plus élevés afin d'attirer ou de retenir la main-d'œuvre, ces fermetures sont sans doute fâcheuses pour les chefs d'entreprises, mais ne présentent aucun inconvénient du point de vue social, bien au contraire !

Il n'en est pas de même d'une hausse autoritaire du salaire minimum, qui peut conduire à la fermeture d'entreprises dont les salariés ne peuvent trouver d'emploi ailleurs, et peut par conséquent être un facteur de chômage. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas relever le S. M. I. G., mais qu'il faut le faire progressivement et avec prudence.

Certes nous aurions pu, au lieu de relever le S. M. I. G. dans la zone zéro, à deux reprises au cours de l'année 1966, sensiblement plus que nous y contraignait la hausse de l'indice du coût de la vie, nous contenter de la hausse rendue obligatoire par celle du coût de la vie et réduire davantage les abattements : le résultat eût été le même dans les zones dont les abattements auraient été réduits. Mais cela n'aurait pas été plus avantageux pour les salariés qui travaillent en zone — 6, car l'abattement aurait été réduit certes, mais par rapport à un salaire moindre en zone 0.

Et dans cette hypothèse, les salariés de la zone 0 — Paris, par exemple — qui touchent le S. M. I. G. n'auraient pas bénéficié de l'augmentation, légère sans doute, mais non négligeable de salaire, qui leur a été procurée par la hausse volontaire du S. M. I. G.

Vous avez dit, monsieur Cassagne, qu'au fond, ce S. M. I. G. n'avait plus grande importance. Je suis d'accord avec vous et il faut nous en réjouir car quelque, depuis 1955, le S. M. I. G. ait été relevé plus que le coût de la vie n'a augmenté, le nombre des salariés payés au S. M. I. G. a considérablement diminué.

En 1950, au moment de l'établissement du S. M. I. G., on estimait qu'un quart et peut-être un tiers des salariés touchaient le S. M. I. G.. A l'heure actuelle, ce pourcentage est de 1 p. 100 et au plus 10 p. 100 seulement des salariés bénéficient indirectement d'une hausse du S. M. I. G. En effet, les salaires immédiatement supérieurs au S. M. I. G. sont en quelque sorte poussés par la hausse de ce dernier.

La constatation que les salariés concernés par le niveau du S. M. I. G. sont relativement peu nombreux donne précisément la mesure du progrès social et de la hausse réelle des salaires payés à la très grande majorité des travailleurs.

Je crois en effet que ce problème des zones de S. M. I. G. n'a pas l'importance qu'on lui a attachée trop souvent. On souhaite unanimement qu'elle soient réduites. C'est une mesure qui avantage les plus défavorisés des salariés et même s'ils ne sont plus très nombreux, elle n'en est pas moins, pour cette

raison, très souhaitable. C'est pourquoi nous franchirons au 1^{er} janvier prochain une étape importante dans le sens souhaité.

En ce qui concerne les abattements d'allocations familiales, qui n'ont pas fait l'objet d'une question particulière mais ont été évoqués par différents orateurs et par Mme Prin en particulier, le problème est différent.

Comme je l'ai dit, on peut hésiter à relever le S. M. I. G. par crainte de trop surcharger des entreprises qui pourraient être ainsi contraintes de fermer.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les allocations familiales, car le système des allocations familiales organise une redistribution des ressources des caisses à l'échelon national. Par conséquent, le fait de relever plus les allocations familiales dans certaines régions que dans d'autres n'a aucune répercussion particulière sur la marche des entreprises de telle à telle région.

Nous aurions pu réduire davantage, voire supprimer, les zones d'abattement d'allocations familiales mais, comme cela eût coûté et que l'on ne peut affecter aux allocations familiales qu'une certaine enveloppe, comme on dit, cela impliquait que l'on relève sensiblement moins les allocations familiales en zone 0.

Il est apparu au Gouvernement que, ici encore, il valait mieux procéder par étapes.

L'année dernière, au 1^{er} avril 1966, le nombre des zones d'allocations familiales a été réduit de dix à six par fusion d'un certain nombre d'entre elles, toujours vers le haut, et par suppression de la zone — 6. Le Gouvernement a estimé qu'il fallait renouveler l'opération une année plus tard. Le 1^{er} avril 1966, on avait supprimé la zone la plus basse. Pour l'anniversaire de cette mesure, il sera fait de même en 1967.

J'ai dit tout à l'heure que je ne ferais pas de promesse, que je ne prétendrais pas dicter par avance sa conduite au gouvernement qui aura la charge des affaires publiques après les élections. Mais la même mesure ayant été prise deux années de suite à la même époque, cela tend à constituer une tradition, au moins une habitude, dont peut-être le gouvernement qui gèrera les affaires de notre pays après les élections pourra s'inspirer. (Sourires.)

Les cartes des zones d'abattement, tant en matière de S. M. I. G. qu'en matière d'allocations familiales, je l'ai dit, est très ancienne. Elle remonte à 1946, où elle correspondait tant bien que mal à la situation de l'époque. Il n'est pas douteux qu'elle est devenue anachronique. Lorsqu'on la considère plus attentivement, on s'aperçoit que certaines villes étaient à l'époque classées en zone — 2 parce qu'elles avaient été détruites ou tout au moins fortement éprouvées au moment de la Libération. Ce fut le cas de Lorient, Toulon, Saint-Nazaire.

Pour que les travailleurs et les fonctionnaires acceptent de revenir dans ces villes détruites, il convenait de leur donner un avantage particulier. De ce fait, d'autres villes ou régions ont été alors défavorisées.

Ce qui était valable en 1946 ne l'est évidemment plus en 1966. Cette carte doit donc être révisée.

Il n'est pas très important ni très urgent de la reviser en ce qui concerne le S. M. I. G., d'abord parce que cela concerne fort peu de travailleurs et puis parce que le mouvement qui a été amorcé par le Gouvernement tend vers leur suppression.

Il ne serait donc pas très sage, parce que pas très utile, de reviser une carte de zones dont l'importance diminue et qui, un jour prochain, peut disparaître.

En revanche, dans la mesure où ces zones ont servi et servent encore à aseoir les indemnités de résidence des fonctionnaires ou les différences de rémunération des agents des entreprises nationales, il est extrêmement important d'en reviser la carte. Je dis bien de reviser la carte, et non point de supprimer toute différence de rémunération.

En effet, contrairement à ce que l'on peut penser ou dire, il existe des différences sinon du prix des produits que l'on achète, du moins du coût du mode de vie entre les très grandes villes, les villes moyennes et la campagne. D'abord parce que le coût du logement est en général sensiblement moins élevé à l'achat, du moins du coût du mode de vie entre les très grandes villes et *a fortiori* à Paris. Or le logement constitue un élément important du budget des salariés. Et puis aussi, parce que le mode de vie n'est pas le même dans les grandes villes qu'à la campagne. Nous en avons la preuve expérimentale quand de petits fonctionnaires de la campagne ou d'une petite ville sont nommés à Paris ou dans la banlieue parisienne. Je pense, en particulier, à beaucoup de préposés des postes qui, après avoir été auxiliaires dans un village, passent un examen pour être titularisés et sont affectés à Paris ou dans la banlieue parisienne. Ils s'aperçoivent que malgré un traitement accru du fait que l'indemnité de résidence est plus forte et qu'ils sont devenus titulaires ils ont plus de difficultés à vivre à Paris ou dans

la banlieue parisienne qu'il n'en avaient comme auxiliaires à la campagne.

Il paraît donc justifié de maintenir certaines différences de zones, mais pas selon la carte existante.

On a très bien signalé tout à l'heure des anomalies tenant à ce que des communes devenues analogues sous l'effet de l'urbanisation et séparées simplement par une route ou une rue sont classées dans des zones différentes. Ceux qui habitent d'un côté de la rue n'ont pas droit aux mêmes indemnités de résidence ou aux mêmes allocations familiales que ceux qui habitent de l'autre côté de la rue. Par conséquent, la carte doit être révisée.

C'est une opération qu'aucun gouvernement depuis 1945 n'a osé entreprendre, sachant combien vives seraient les revendications de toutes sortes pour obtenir le classement de telle ou telle commune dans telle ou telle zone.

Cela, l'actuel Gouvernement s'est engagé à le faire, et à le faire avant le 15 avril prochain en ce qui concerne les indemnités de résidence et les rémunérations des entreprises nationales.

Quant à la quatrième catégorie de ce qu'on appelle parfois les « zones », c'est-à-dire les différences de rémunération effectives selon les villes ou les régions, je répète ici qu'elles relèvent de la liberté des salaires rétablie depuis 1950.

En fait, on constate, d'après les données statistiques, que les écarts de rémunération entre Paris et la province étaient plus forts avant la guerre qu'aujourd'hui. Ils étaient à l'époque, dans beaucoup de cas, de l'ordre de 30 à 40 p. 100 au moins, mais, depuis 1946 ou 1947 jusqu'à aujourd'hui, les différences de rémunération entre Paris et les régions de province où les salaires sont les plus bas, se sont stabilisées à environ 25 p. 100. Il y a là une sorte de constante assez curieuse qui résume non pas de la volonté du législateur mais, semble-t-il, de la nature actuelle des choses. Elle pourra changer lorsque les conditions économiques changeront.

Voici un exemple de ce qui doit se produire pour que ces différences de salaires s'atténuent ou même disparaissent.

Dans la région de Montbéliard — qui est loin de Paris — les usines Peugeot paient sensiblement les mêmes salaires que dans la région parisienne parce que, là, s'est développée une grande industrie, moderne et prospère. Cela montre que les travailleurs de nos provinces ont intérêt à ce que les industries dans lesquelles ils travaillent soient prospères; cela montre la solidarité d'intérêt entre les salariés et les entreprises qui les emploient.

Il me reste maintenant à répondre — par le truchement du *Journal officiel* (*Sourires*) — à M. Doize.

M. Doize, dans sa question n° 19447, a produit de nombreuses affirmations, cité un grand nombre de chiffres, mentionné de nombreux pourcentages. L'auditeur ou le lecteur est toujours impressionné de s'entendre dire ou de lire que le pouvoir d'achat a diminué de tant pour cent.

C'est pourquoi il est de mon devoir — car la démocratie est fondée sur la constatation de la vérité et de la réalité — d'indiquer à l'Assemblée les cas où les indications données par M. Doize ne correspondent pas à ce que je crois être la réalité, à ce que les données statistiques ou comptables officielles — soumises à la critique et du Conseil économique et de la commission des comptes de la nation où les syndicats ouvriers sont très largement représentés — conduisent à considérer comme la réalité.

Parfois je serai d'accord, parfois la rectification sera relativement faible; dans d'autres cas, elle sera considérable.

M. Doize, d'abord, affirme qu'un quart des salariés continuent à toucher un salaire inférieur à 600 francs par mois.

D'après les données dont on peut disposer, il semble qu'en octobre 1966 ce n'est pas un quart, c'est-à-dire 25 p. 100 des salariés, qui touchent un salaire inférieur à 600 francs par mois, mais 18 p. 100.

M. Raoul Bayou. C'est encore trop!

M. le ministre des affaires sociales. M. Doize dit que de 1957 à 1966 la production industrielle a augmenté de 40 p. 100 mais que le pouvoir d'achat du salarié horaire est « à peine au-dessous de son niveau de 1957 ». Je pense, d'ailleurs, que M. Doize a voulu dire: « à peine au-dessus ».

Là, l'erreur est flagrante. Si l'on confronte l'indice général du salaire horaire avec l'indice du coût de la vie on constate que, par rapport à 1957, l'indice général des taux de salaire horaire, à qualification constante, est supérieur en pouvoir d'achat de 29 p. 100. Encore s'est-il produit depuis 1957 un glissement très sensible vers le haut des qualifications, de sorte que la rémunération moyenne des salaires a crû bien davantage!

M. Doize indique que, dans la métallurgie parisienne, le pouvoir d'achat du salaire horaire est inférieur de 30 p. 100 à ce qu'il était en 1938. Il est vrai que c'est sans doute dans la métallurgie parisienne que la hausse du pouvoir d'achat du salaire horaire est la plus faible pour la raison que, en 1938,

les salaires horaires dans la métallurgie parisienne étaient relativement très élevés — je dis bien relativement — par rapport aux autres salaires dans la région parisienne et surtout par rapport aux salaires en province.

Cela tenait à ce que, à l'époque, la plus grande partie de l'industrie mécanique était concentrée dans la région parisienne et que l'année 1938 fut une année de réarmement intensif.

Devant le nombre des offres d'emplois émanant des industries mécaniques de la région parisienne et soucieux de se procurer les travailleurs dont ils avaient besoin, les industriels avaient alors consenti à cette catégorie particulière de salariés des hausses de salaires exceptionnelles.

Il reste néanmoins que le pouvoir d'achat du salaire horaire de la métallurgie parisienne n'est pas inférieur de 30 p. 100 à ce qu'il était en 1938 mais qu'il lui est supérieur d'un certain pourcentage. Si l'on tient compte des avantages sociaux accordés depuis lors, des jours chômés et de deux semaines supplémentaires de congé, qui constituent une forme indirecte de rémunération, on voit que le pouvoir d'achat du salaire hebdomadaire moyen est en fait de 22 p. 100 supérieur à ce qu'il était en 1938.

En fait, les salariés parisiens dans leur ensemble n'ont effectivement retrouvé, en pouvoir d'achat horaire, leur niveau de vie de 1938 que vers 1957. Mais, depuis lors, ce pouvoir d'achat a augmenté dans les conditions que j'ai indiquées tout à l'heure, c'est-à-dire de 30 p. 100 environ.

L'écart des salaires entre Paris et la province ayant été sensiblement réduit après la guerre par rapport à ce qu'il était auparavant, l'augmentation du pouvoir d'achat en province, par rapport à 1938, est donc plus forte qu'elle ne l'a été à Paris: le pouvoir d'achat des gains mensuels nets d'impôt a augmenté de 45 p. 100.

M. Doize a évoqué les écarts entre les rémunérations des ouvriers et celles des ouvrières et il a cité les pourcentages de 8 p. 100 au 1^{er} janvier 1958 et de 10 p. 100 au 1^{er} octobre 1965. Je suis d'accord sur ces chiffres.

Mais je ne partage pas totalement son point de vue sur les écarts constatés dans l'industrie, à qualification égale, entre les salaires masculins et les salaires féminins. Ces écarts s'expliquent en partie — je dis en partie — par des différences de rendement, s'agissant de salaires au rendement et par des différences de poste, s'agissant de salaires horaires.

J'ai fait procéder par l'inspection du travail à une enquête très approfondie dans la région parisienne pour me signaler les cas où, pour un travail rigoureusement identique, les salaires masculins sont supérieurs aux salaires féminins. Cette enquête a montré qu'effectivement dans ces entreprises existait une différence de rémunération moyenne horaire entre hommes et femmes de même qualification, mais qu'il n'y avait pas de cas précis où une différence existait pour un poste déterminé.

Je ne dis pas cependant qu'il soit impossible de trouver de tels exemples et j'ai demandé à la commission d'étude du travail féminin de se pencher sur ce problème ainsi qu'aux représentants des organisations syndicales qui en sont membres, afin de m'apporter des informations.

Derrière l'ensemble de ces statistiques on retrouve l'affirmation, qui n'est d'ailleurs pas particulière à M. Doize ou à Mme Prin — je l'ai entendue l'autre jour dans une émission *Face à face* à la télévision — selon laquelle depuis 1958 on enregistrerait une hausse très substantielle de la richesse nationale, mais que cet accroissement n'aurait pas bénéficié aux salariés. On ne précise d'ailleurs pas qui en a profité, mais on laisse bien entendre qu'il serait allé aux capitalistes.

Là encore, il n'est pas inutile de rétablir les faits. Si l'on utilise les données de la comptabilité nationale qui, je le répète, donnent lieu à un examen critique des représentants des syndicats au sein de la commission des comptes de la nation, on constate que l'augmentation par rapport à 1958 du produit national brut a été en 1965, en francs courants, de 89 p. 100. Il s'agit là de l'augmentation de l'ensemble des biens disponibles qui peuvent aller à quelqu'un ou, en cas d'investissement, à quelque chose.

L'augmentation de la rémunération des salariés, elle, a été de 104 p. 100 en francs courants. Je sais bien, et je ne manque pas de le dire, qu'entre 1958 et 1965 le pourcentage des travailleurs salariés dans notre économie a augmenté par suite de la réduction du nombre des agriculteurs et du nombre des petits chefs d'entreprise. Le pourcentage des salariés dans la population active a donc légèrement augmenté, mais pas beaucoup.

Et d'autre part, le nombre des non-actifs — enfants et vieillards — pour qui il faut opérer un prélèvement sur le produit national, a sensiblement augmenté. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la masse des salariés à effectif constant a varié à peu près proportionnellement à l'augmentation du produit national brut. Laisser entendre que ce qui a été soi-disant ainsi volé aux salariés est allé enrichir les capitalistes, c'est montrer qu'on n'a pas lu ou pas voulu comprendre les comptes de la nation. On y voit en effet que les produits des entrepreneurs individuels

n'ont augmenté de 1958 à 1965 que de 54 p. 100, alors que le produit national brut s'accroissait de 89 p. 100 et que, d'autre part, les dividendes distribués aux actionnaires ne progressaient que de 40 p. 100.

Vous voudrez bien excuser ces considérations économiques, statistiques ou comptables quelque peu arides, mais il était normal — me semble-t-il — de ne pas laisser à l'opposition le privilège d'utiliser les chiffres et de redresser ceux qui sont inexacts ou mal interprétés. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le président. J'informe l'Assemblée que trois orateurs se sont fait inscrire dans le débat : Mme Aymé de La Chevrelière, M. Séramy et M. de Sesmaisons.

La parole est à Mme Aymé de La Chevrelière, premier orateur inscrit.

Mme Marie-Magdeleine Aymé de La Chevrelière. Monsieur le ministre, si j'interviens dans le débat d'aujourd'hui, c'est parce que je n'ai pas reçu de réponse à une question écrite que je vous ai posée le 18 octobre dernier sous le numéro 21686.

Elle présentait deux aspects : l'un relatif à la suppression des zones de salaires, l'autre portant sur la situation de l'emploi et les taux des salaires dans une région où les travailleurs comptent parmi les plus mal payés de France.

Il a été reproché au Gouvernement de n'avoir pas tenu sa promesse de suppression totale des abattements de zone au cours de la présente législature et vous avez répondu avec prudence que vous ne prendriez plus d'engagements à ce sujet.

M. Cassagne s'est montré optimiste en parlant de 1959 car déjà en 1956 le président du conseil avait fait exactement la même promesse. Je me suis amusée à lire certaines propositions de loi et certains exposés des motifs de projets de loi de cette époque et j'y ai relevé certaines phrases qui m'ont frappée. Celles-ci entre autres : « A maintes reprises, sous la précédente législature, la question des zones de salaire a été évoquée. A chaque fois il a été reconnu que le maintien de la situation actuelle créait des injustices et des anomalies aussi flagrantes que nombreuses. Les gouvernements successifs ne l'ont d'ailleurs jamais nié et n'ont jamais cessé de promettre la disparition progressive des différentes zones ».

En voici une autre : « Aucune des propositions de loi ou de résolution déposées au cours des précédentes législatures pour obtenir la suppression des abattements de zone n'a pu aboutir, non pas en raison de l'hostilité du Parlement mais du fait que les gouvernements se sont toujours opposés au vote du Parlement ».

Certains reproches ne sont donc pas nouveaux.

J'ai écouté avec intérêt votre réponse, monsieur le ministre, et j'ai enregistré avec satisfaction que vous pensiez reviser prochainement la carte des zones de salaires en raison, avez-vous dit l'autre jour devant la presse, de l'absurdité de la situation ; et avez-vous ajouté il y a quelques instants : « de son anachronisme ».

Je n'ai donc pas besoin d'insister longuement sur la nécessité de la suppression de ces zones dont vous êtes vous-même convaincu, d'autant plus que d'autres intervenants l'ont excellemment démontrée avant moi.

Je regrette cependant que vous ne décidiez pas leur suppression totale dès maintenant et que vous ne l'envisagiez même pas dans les prochains mois.

Alors que l'abattement maximal a été ramené de 20 p. 100 en 1949 à 8 p. 100 au 1^{er} janvier 1956, depuis cette date jusqu'au 1^{er} janvier 1967, c'est-à-dire pendant les onze dernières années, la réduction n'a été que de 3 p. 100. Il me semble que la grande mutation démographique et économique à laquelle nous assistons aurait pu justifier une abolition totale.

A mon sens, le problème est mal posé et le mal n'est pas attaqué à sa racine : l'abattement de zone légal ne fait qu'aggraver l'injustice que constitue la disparité des salaires selon les régions, injustice qui existe dans les faits. Autrement dit, la loi prévoit un écart entre les salaires, mais l'écart réel est très supérieur et c'est celui-ci que les pouvoirs publics devraient s'employer à réduire, car il est contraire à la règle la plus élémentaire de justice sociale qui réclame le versement de salaires égaux à qualification égale et quel que soit le lieu de travail ou le sexe du travailleur.

Le Gouvernement a maintes fois répété que « seule l'opportunité du développement économique devait être prise en considération quant au rythme à adopter pour la réduction des abattements ».

J'estime que de telles orientations doivent avoir d'abord un objectif social et que c'est en fonction de celui-ci que les objectifs économiques doivent être déterminés. Je sais que je déborde le sujet de ce débat mais, par votre entremise, monsieur le ministre, je m'adresse au Gouvernement dont vous êtes solidaire car le problème de la disparité légale des salaires, objet

de ce débat, ne peut être dissocié de celui de leur disparité réelle.

Ainsi, aujourd'hui que l'abattement légal est de 6 p. 100, les statistiques les plus récentes — et même si elles datent de 1964 la situation ne s'est pas améliorée en 1966 — démontrent que l'écart entre le salaire annuel moyen des travailleurs hommes et femmes de toutes catégories professionnelles d'un département comme les Deux-Sèvres par exemple et le salaire moyen de la France approche de 29 p. 100. Si je cite mon département, c'est qu'il appartient à la région Poitou-Charentes qui est l'une des plus défavorisées avec la Bretagne et le Limousin. Ce sont les seules régions où le salaire moyen soit inférieur à 700 francs par mois.

En 1963 — et je répète que cet état de choses n'a guère changé depuis — le salaire annuel ouvrier moyen, pour les hommes, toujours dans les Deux-Sèvres, était de 6.908 francs, alors qu'il s'élevait à 10.887 francs dans la Seine, soit un écart de 36 p. 100, six fois plus élevé que l'abattement légal. Et pour les femmes, la disparité est encore plus grande, leur salaire annuel moyen n'étant que de 4.509 francs, soit inférieur de 34 p. 100 au salaire moyen masculin, injustice que je ne fais que souligner après d'autres, car y insister m'éloignerait encore de ce débat.

Au mois d'avril 1966, la direction générale de l'I. N. S. E. E. à Poitiers a fait paraître dans son bulletin de statistiques un exposé sur les salaires de la région Poitou-Charentes où étaient recherchées les causes de leur stagnation.

Après avoir fait ressortir d'abord que les effectifs des salariés permanents des départements de la région Poitou-Charente la classent au dix-neuvième rang des vingt et une régions avant l'Auvergne et le Limousin et que, pour les salaires masculins, elle n'arrive qu'en vingtième position — alors que la Vienne et les Deux-Sèvres se placent, respectivement, au soixante-quatrième et au soixante-dix-huitième rangs pour la population — les auteurs de cet exposé ont ajouté : « Ce classement est à l'image même de l'industrialisation de ces départements encore essentiellement agricoles et peu industrialisés où vivent, plus ou moins bien, surtout de petites entreprises ».

Le seul remède, du moins le principal, me paraît donc être de favoriser beaucoup plus énergiquement la décentralisation de grosses entreprises vers les régions de bas salaires. Vous avez vous-même indiqué tout à l'heure que les salaires montaient dans les zones où étaient implantées de grosses entreprises.

Malheureusement, pour la région qui m'intéresse, aucune mesure n'a été prise, sinon des vœux pieux. Je dirai même que des dispositions défavorables ont été arrêtées mais ce n'est pas le lieu de les citer. Il faudrait donc que le Gouvernement accorde ses moyens à ses objectifs.

Je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous prétendez que toute accélération de la réduction totale des écarts de zones conduirait à de nouvelles fermetures d'usines et accentuerait le phénomène, hélas actuellement constaté, de la dégradation de l'emploi.

Mes raisons sont les suivantes : d'abord, si certaines entreprises marginales connaissent des difficultés pour des raisons de salaires, cela démontrerait qu'elles ne sont pas économiquement viables.

M. le ministre des affaires sociales. Hélas !

Mme Marie-Magdeleine Aymé de La Chevrelière. C'est probablement cela ! Il vaudrait mieux alors les fermer et faire absorber leur main-d'œuvre par des industries viables, où elle serait bien rémunérée.

Les entreprises importantes dans cette même région, où elles existent en petit nombre, profitent de la situation et pèsent sur les salaires pour investir davantage. Je ne le leur reproche pas. Comment en effet proposeraient-elles un salaire plus élevé alors que, pour la moindre offre d'emploi non qualifié ou de qualification peu élevée, elles reçoivent une dizaine de réponses ?

Quant à la décentralisation tant souhaitée, elle est rendue impossible par l'absence totale de main-d'œuvre qualifiée.

Je prendrai encore une fois comme exemple le département des Deux-Sèvres car il présente au moins une caractéristique : alors que le taux de natalité y est le plus élevé de France, parallèlement, l'accroissement de sa population, qui n'a été que de 0,6 p. 100 de 1954 à 1964, traduit l'une des plus fortes émigrations subies par les départements.

Il est clair que c'est pour gagner davantage d'argent que les gens partent vers les régions de hauts salaires. L'« hémorragie » constatée dans le département des Deux-Sèvres se chiffre à 3.000 travailleurs par an. Leur souhait n'est pourtant pas de quitter le sol natal et leurs parents ; s'ils trouvaient sur place un travail rémunérateur, ils resteraient chez eux, et ainsi serait rendue possible la décentralisation qui réclame une main-d'œuvre qui pourrait facilement se qualifier grâce à ce fameux centre de formation professionnelle qui commence à sortir de ses langes.

Je soutiens donc qu'une politique régionale de bas salaires ne favorise pas la décentralisation mais qu'elle l'empêche au contraire en aggravant les risques de chômage dans les zones d'attraction.

C'est pourquoi je vous ai demandé quelles mesures le Gouvernement envisageait de prendre pour remédier à une situation qui devient chaque année plus inquiétante, et je vous remercie à l'avance, monsieur le ministre, de la réponse que vous voudrez bien me donner.

M. le président. La parole est à M. Séramy.

M. Paul Séramy. Monsieur le ministre, j'ai écouté avec beaucoup d'attention votre exposé fort documenté et qui laisse entrevoir quelques perspectives.

Le problème des abattements de zones de salaires est en effet le motif d'une double insatisfaction. D'abord — on s'est déjà exprimé longuement sur ce sujet — l'attribution de bas salaires dans certaines régions ou localités déjà appauvries ou dans lesquelles le nombre des emplois est en constante diminution, constitue un non-sens économique et une injustice sociale.

Ensuite, les critères retenus pour la détermination des zones de salaires sont, comme vous l'avez dit, anachroniques. Ils continuent cependant de constituer la règle, comme si rien n'avait changé, comme si le mouvement d'urbanisation n'était pas une réalité et comme si l'économie des régions ne s'était pas modifiée.

Pour m'en tenir au département de Seine-et-Marne, j'observe qu'à la suite des mesures que vient de prendre le Gouvernement, il comptera parmi les cinq départements où subsisteront quatre zones de salaires. Or, il est incontestable que ce département fait partie de la région parisienne, ainsi qu'en témoigne son appartenance au district de la région de Paris.

Votre prédécesseur, monsieur le ministre, s'est vu soumettre le même problème en 1964. A cette époque, M. Grandval indiquait que la consistance territoriale des différentes zones avait été déterminée avant la loi du 11 février 1950, par des arrêtés ministériels pris après consultation de commissions régionales dont les propositions s'appuyaient sur un certain nombre de références économiques et démographiques.

L'article 2 de la loi précitée « légalisait » en quelque sorte les arrêtés ministériels de classement des communes dans les différentes zones de salaires. C'est du moins l'interprétation du Conseil d'Etat. Le Gouvernement — vous l'avez dit tout à l'heure — n'est donc pas en mesure d'apporter des modifications à la répartition des communes, bien que les critères antérieurs de classement aient été reconnus imparfaits.

Le ministre du travail en tirait, à l'époque, la conclusion qu'il était nécessaire pour le Gouvernement de prendre sur ce point l'initiative d'un projet de loi. L'opportunité d'un tel projet paraissait à M. Grandval d'autant moins évidente qu'il confirmait, en avril 1964, devant notre Assemblée, l'engagement du Gouvernement de supprimer définitivement les zones de salaires. Le débat d'aujourd'hui confirme, s'il en était besoin, que cette promesse n'a pas été tenue et que le Gouvernement se borne à des mesures partielles et de portée réduite.

L'alternative est claire : ou bien le Gouvernement supprime définitivement les abattements de zone de salaires, ainsi que le souhaitent à la fois les organisations de travailleurs et tous ceux qui ont souci de défendre les intérêts économiques régionaux, ou bien — et nous sommes ici beaucoup plus proches de la réalité — il maintient des zones de salaires pour une durée indéterminée. Dans ce dernier cas, qui constitue la plus mauvaise des solutions, il n'est pas bon qu'aux inconvénients résultant du maintien des zones s'ajoutent ceux découlant d'un classement archaïque et contraire aux réalités géographiques et économiques.

Monsieur le ministre, vous envisagez la révision de la carte des zones de salaires et j'en ai été fort satisfait. Mais ceci confirme que leur suppression est différée. Pour cette raison, il convient de faire choix de critères nouveaux et de tenir compte en particulier du mouvement croissant d'urbanisme qui a affecté au cours des dernières années la répartition géographique de la population. Cette révision est urgente. Le maintien de quatre zones dans un département de la région parisienne, comme la Seine-et-Marne, ne peut que contrarier la déconcentration de l'habitat que l'on souhaite voir se réaliser par ailleurs.

Il n'est pas normal, au surplus, que, dans une région considérée dans son ensemble pour la réalisation des grands travaux du district, subsistent des écarts tant en ce qui concerne les rémunérations directes que les avantages familiaux.

Il convient donc, puisque vous vous proposez d'entreprendre la révision de la carte des zones de salaires, que vous teniez compte du phénomène particulier d'urbanisme que constitue la région parisienne.

J'ai pris acte de votre confirmation en attendant qu'elle devienne réalité.

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales.

M. le ministre des affaires sociales. Je remercie Mme Aymé de La Chevrelière d'avoir, par une citation que je connais sans pas, montré que la promesse de supprimer les zones de salaires avait été faite par des gouvernements antérieurs à la V^e République et qu'ils ne l'avaient pas tenue.

S'ils ne l'ont pas tenue, c'est sans doute parce que, ayant le sentiment de leurs responsabilités, ils avaient mesuré les inconvénients qu'il y aurait eu pour l'économie à le faire trop rapidement.

Je me réjouis par ailleurs de ce que la mesure que j'ai annoncée à propos du S. M. I. G. — et par conséquent du S. M. A. G. — et des allocations familiales, bénéficie à l'ensemble du département des Deux-Sèvres; puisque c'est un des départements qui étaient en totalité classés en zone — 6.

Je dirai à M. Séramy que je ne suis pas absolument certain que l'avis du Conseil d'Etat, qu'il a évoqué, qui est antérieur à la Constitution de la V^e République, soit encore applicable à notre Constitution. C'est un point de droit qui mériterait d'être examiné que de savoir si les dispositions légales qui ont réparti les communes entre les diverses zones ne sont pas actuellement du domaine réglementaire.

Mais lorsque M. Séramy parlait des zones de salaires et des inconvénients qu'elles présentent pour un département comme la Seine-et-Marne, je ne crois pas qu'il ait eu principalement en pensée le S. M. I. G. ou le S. M. A. G.; car il ne doit pas y avoir dans ce département beaucoup de salariés rémunérés au S. M. I. G. ni au S. M. A. G. Sa pensée allait plutôt vers les trois autres types d'abattements de zones que j'évoquais tout à l'heure et qui concernent les indemnités de résidence des fonctionnaires et agents des entreprises nationales, les allocations familiales et les salaires effectivement payés dans l'industrie et le commerce.

Pour ce qui est de ceux-ci, je lui demande de partager ma conviction que les zones inscrites dans les abattements du S. M. I. G. n'ont pas d'influence sur ces rémunérations effectives et que, par conséquent, si demain les zones S. M. I. G. étaient totalement supprimées, il n'en résulterait à peu près rien pour la rémunération des salariés de l'industrie et du commerce en Seine-et-Marne.

Cela dit, il ne reste plus que deux problèmes : celui des allocations familiales et celui des indemnités de résidence des fonctionnaires et des rémunérations des agents des services publics. Nous sommes bien d'accord ?

M. Paul Séramy. Exactement !

M. le ministre des affaires sociales. En ce qui concerne les allocations familiales, personne n'a jamais mis en doute que la carte des zones d'allocations familiales était du domaine réglementaire.

M. Paul Séramy. J'en suis ravi, monsieur le ministre.

M. le ministre des affaires sociales. Il n'est arrivé qu'une fois depuis 1945 qu'on modifie la carte des zones d'allocations familiales pour quelques communes lorraines particulièrement affectées par un phénomène d'industrialisation très rapide : on l'a fait par décret.

Par conséquent, je serais dépourvu d'échappatoire juridique en prétendant qu'il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de réformer la carte des zones d'allocations familiales.

Mais la politique commencée le 1^{er} avril dernier et qui se poursuivra le 1^{er} avril prochain — c'est une promesse qui se traduira par un décret qui doit paraître très prochainement au *Journal officiel* et qui est donc déjà presque une réalité — a pour effet de réduire de — 6 à — 4 les écarts de zone.

Cette carte des allocations familiales a ainsi chaque année un peu moins d'importance.

Pendant que vous parliez, monsieur le député, je consultais le tableau des abattements de zone dans votre département. Toutes les communes de Seine-et-Marne actuellement comprises dans la zone — 5, passent en zone — 4, ne vont plus souffrir que d'un écart de 1 p. 100 avec celles de la zone — 3.

Peut-être devra-t-on reviser cette carte des allocations familiales. Le Gouvernement qui sera aux affaires après les élections législatives aura le choix entre deux politiques : ou bien poursuivre, peut-être même accélérer, la suppression des abattements de zone en matière d'allocations familiales — alors ce ne sera pas la peine de reviser une carte appelée à disparaître dans un délai rapproché ; ou bien, au contraire, maintenir certaines différences géographiques dans le montant des allocations familiales, par exemple entre les grandes villes et des campagnes ; et alors il faudra sans aucun doute reviser cette carte.

Reste la question de l'indemnité de résidence et des rémunérations des agents des entreprises nationales. Il n'y a aucun doute que la carte sera modifiée par une décision de caractère gouvernemental. C'est ce que dit le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres, qui précise qu'avant le 15 avril prochain — là encore, la promesse doit se réaliser dans un délai suffisamment rapproché pour pouvoir être déjà considérée comme une réalité — la carte des indemnités de résidence sera revue, en accord avec les organisations syndicales, par le ministre d'Etat chargé de la fonction publique. Ce communiqué, je le rappelle, indique qu'il en sera de même pour la révision de la carte concernant la rémunération des agents des entreprises nationales.

M. Paul Séramy. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. Olivier de Sesmaisons. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Sesmaisons.

M. Olivier de Sesmaisons. Monsieur le ministre, je m'excuse de prolonger ce débat fort intéressant et d'ajouter à la fatigue qu'il vous a causée. Je m'excuse aussi auprès de mes collègues.

Mais si je suis amené à prendre la parole, c'est un peu par votre faute et par celle de certains orateurs qui ont attiré l'attention de l'Assemblée sur l'inconvénient que présente une route séparant une certaine zone d'allocations familiales d'une autre zone à taux plus élevé. Vous-même avez signalé les différences qui existent entre les diverses zones.

Je reprends donc une vieille idée que j'ai défendue pour la première fois dans cette enceinte en 1948. Elle pourrait peut-être résoudre momentanément la difficulté en offrant à certaines familles un revenu plus élevé. Il suffirait de permettre au travailleur de choisir les allocations familiales de son lieu de résidence ou de son lieu de travail.

Je vous soumetts donc cette suggestion, monsieur le ministre. Peut-être est-ce une idée absurde. Toutefois, si elle contribuait à diminuer un peu la peine des hommes, je n'aurais pas perdu mon temps et je n'aurais pas trop ajouté à votre fatigue.

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales.

M. le ministre des affaires sociales. Votre idée, monsieur de Sesmaisons, est ingénieuse et intéressante : elle mérite étude.

Toutefois, son application ferait probablement apparaître aussitôt l'inconvénient qu'elle comporte. En effet, le travailleur qui changerait d'emploi sans changer de résidence risquerait de voir ses allocations familiales modifiées. D'autre part, du seul fait des allocations familiales, les travailleurs seraient attirés par des entreprises situées dans des villes aux dépens d'entreprises qui, non sans mérite, s'efforcent de procurer des emplois dans les campagnes.

Mais je fais cette remarque sans dire pour autant que l'idée ne doit pas être retenue.

M. le président. Le débat est clos.

La séance réservée par priorité aux questions orales est terminée.

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt-deux heures, deuxième séance publique :

Nomination — s'il y a lieu, par scrutin dans les salles voisines de la salle des séances — de sept membres titulaires et de sept membres suppléants de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi modifiant et complétant le code électoral.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures cinq minutes.)

*Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
VINCENT DELBECCHI.*